

**hors
SÉRIE**

Secteur Privé & Développement

LA REVUE DE PROPARCO

HORS-SÉRIE 2025/2026



BUSINESS & CLIMAT

**DE L'AMBITION
À L'ACTION**



ADAPTATION | DÉFI CLIMATIQUE | FINANCEMENT
INNOVATION | OPPORTUNITÉS

Éditorial

L'urgence climatique est un enjeu géostratégique majeur, qui impacte directement la viabilité et le fonctionnement des activités économiques. La montée des températures, la multiplication des événements extrêmes et la raréfaction des ressources naturelles frappent désormais tous les pays. Dans cette course contre la montre, le secteur privé doit jouer son rôle, en complément du secteur public, pour s'imposer comme un moteur d'innovation, un levier de résilience et un pilier incontournable de développement durable.

Les besoins de financement pour lutter contre le changement climatique et s'adapter à ses effets sont colossaux, se comptant en milliers de milliards de dollars. C'est précisément dans la sphère privée que réside le réservoir de ressources et de capacités d'investissement.

Les institutions financières jouent, dans ce contexte, un rôle déterminant. Elles sont en effet en capacité de couvrir une grande partie des besoins de la transition climatique. De plus en plus conscientes de leur responsabilité en la matière, elles sont prêtes à concevoir et à déployer des initiatives permettant de rendre compatibles performance économique et impact environnemental. Évaluer précisément les émissions de gaz à effet de serre, définir des trajectoires sectorielles crédibles de décarbonation et développer de nouveaux produits de finance climat sont ainsi devenus des outils indispensables pour aligner les portefeuilles d'investissement avec les objectifs climatiques.

L'adaptation au changement climatique impose aussi de nouveaux réflexes : il faut désormais systématiquement analyser les risques physiques auxquels les actifs, entreprises et territoires sont exposés et financer des solutions concrètes pour renforcer la résilience des économies et des populations locales. Pour cela, il est indispensable d'anticiper les risques, de les cartographier dès l'étude des projets et lors de la constitution des portefeuilles, puis de les intégrer dans les stratégies d'investissement.

Ce processus n'est plus une option : c'est une nécessité. La gestion de l'eau, l'agriculture durable et les infrastructures résilientes sont autant de secteurs appelés à jouer un rôle clé dans cette nouvelle dynamique économique.

Chez Proparco, la conviction est claire : l'engagement du secteur privé en faveur de la finance climat est, pour relever ces défis, incontournable. C'est pourquoi nous agissons aux côtés de nos partenaires, en proposant des solutions de financement et un accompagnement technique sur mesure. Au-delà de ces soutiens, nous fédérons les institutions financières autour d'initiatives collectives et de stratégies concertées, convaincus que seule une coordination renforcée permettra à la finance climat de prendre véritablement de l'ampleur. À l'occasion des Proparco Days (Paris, octobre 2025), plus d'une centaine de responsables de banques et de fonds d'investissement du monde entier – représentant quelque 800 milliards d'euros de taille de bilans et d'actifs sous gestion cumulés –, s'y sont d'ailleurs employés avec détermination. Cette volonté de concertation et de synergie se retrouve jusque dans la forme que prend ce numéro hors-série de *Secteur Privé & Développement* – en donnant tout particulièrement la parole aux clients et partenaires de Proparco.

Dix ans après l'Accord de Paris sur le climat, les grands rendez-vous internationaux continuent à fixer le cap et définissent les engagements. Sur le terrain, ce sont les acteurs privés qui détiennent une (grande) partie de la solution : ils ont le pouvoir d'être des acteurs décisifs de la transition climatique. Le défi est immense, mais le potentiel l'est tout autant. Il est temps d'agir, avec ambition et responsabilité.

Les acteurs privés détiennent une partie de la solution : ils ont le pouvoir d'être des acteurs décisifs de la transition climatique.



Françoise Lombard
Directrice générale
de Proparco

SP & D

Une publication de Proparco,
Groupe Agence française de développement,
société au capital de 1 353 513 248 euros

151, rue Saint-Honoré, 75001 Paris - France
Tél. (+33) 1 53 44 31 07
Site web : www.proparco.fr
Blog : www.proparco.fr/fr/revue-secteur-privé-developpement

Directrice de publication
Françoise Lombard

Fondateur
Julien Lefilleur

**Directrice de la rédaction
et rédactrice en chef**
Anne Barthélemy

Rédacteur en chef exécutif
Pierre Tiessen

Chargée éditoriale
Claudia Di Quinzio

Comité éditorial
Guillaume Barberousse, Axelle Bergeret-
Cassagne, Laure Bourgeois, Myriam Brigui,
Marianne Cessac, Jérémie Ceyrac,
Christophe Cottet, Djalal Khimjee,
Olivier Luc, Gonzague Monreal,
Gregor Quiniou, Emmanuelle Riedel Drouin,
Françoise Rivière, Bertrand Savoye,
Samuel Touboul, Baptiste Tournemolle,
Hélène Verrue

Advisory board
Jean-Claude Berthélemy, Paul Collier,
Kemal Dervis, Mohamed Ibrahim,
Pierre Jacquet, Michael Klein, Nanno Kleiterp,
Ngozi Okonjo-Iweala, Jean-Michel Severino,
Bruno Wenn, Michel Wormser

Conception et réalisation LUCIOLE

Crédits photos
Srishti Bhardwaj, Cultural Video, iStock,
Anthony Guerra
Couverture : AdobeStock

Traduction
Jean-Marc Agostini, Neil O'Brien/Nollez Ink

Secrétariat de rédaction
(: ? ! ;) D O U B L E P O N C T U A T I O N

Imprimé en France par Grafik plus, entreprise
labellisée Imprim'Vert et Print'Ethic niveau 2,
avec des encres à base végétale sur papier
issu de forêts gérées durablement certifié
PEFC, ce document a fait l'objet d'un calcul
d'un impact avec Climate Calc.
ISSN 2103 3315
Dépôt légal 23 juin 2009



Som- maire

**Ouverture La finance climat en Afrique :
rentable et profondément transformatrice** 6

1 Quel rôle les banques et les fonds peuvent-ils jouer dans la transition vers des économies bas-carbone? 12

FOCUS Comment les institutions financières peuvent piloter la transition 14

ANALYSE Le rôle des institutions financières pour le climat :
passer de l'engagement à l'action 18

ENTRETIEN GEF Capital : préparer le terrain pour le financement
de l'atténuation et de l'adaptation climatiques 22

2 Comment saisir les opportunités de financement de l'atténuation et de la décarbonation? 28

FOCUS La finance durable en action : quand les acteurs financiers
transforment leur modèle 30

ENTRETIEN Pour Banco Promerica, la construction écologique
est essentielle à un avenir bas carbone 36

REPORTAGE RE&UP, l'innovation circulaire au service de l'atténuation climat 40

3 Le financement de l'adaptation face au risque climatique 46

FOCUS Financer l'adaptation : anticiper les risques pour créer de la valeur 48

ENTRETIEN Adaptation au changement climatique :
un impératif économique et financier 52

REPORTAGE En Inde, des vignes face au changement climatique 56

ENTRETIEN Risque climatique et opportunités : comment Ecobank
finance l'avenir de l'Afrique 66

REPORTAGE En Afrique subsaharienne, le fonds ARAF renforce
la résilience climatique des petits exploitants agricoles 72

**Tribune Comment les innovations des pays émergents
développent la résilience climatique** 80



JAMES MWANGI

Le Dr James Mwangi est président directeur général d'Equity Group Holdings, l'une des plus grandes institutions financières d'Afrique. Avec plus de 23 millions de clients, elle est implantée dans six pays, et dispose d'une représentation en Éthiopie. Défenseur de l'inclusion financière et du développement durable, James Mwangi pilote à travers la Fondation Equity Group le Plan de relance et de résilience pour l'Afrique, axé sur le financement climatique, l'industrialisation verte et l'impact social. Lauréat du G8 Global Vision Award et du Oslo Business for Peace Award, il siège dans plusieurs instances internationales promouvant la finance durable et la croissance inclusive en Afrique et au-delà.

🗣️ Entretien avec

Dr James Mwangi, président directeur général d'Equity Group Holdings

La finance climat en Afrique : rentable et profondément transformatrice

Equity Group répond au défi climatique en Afrique en combinant prêts verts, renforcement des capacités et partenariats ciblés. Le groupe consacre une part croissante de son portefeuille au financement de projets durables et sa stratégie climatique est désormais profondément intégrée à toutes ses activités. Les partenariats noués avec les institutions financières de développement lui permettent de proposer des financements dé-risqués et de former ses équipes et ses clients à l'évaluation des risques (et des opportunités) climatiques.

Quels sont les principaux défis du financement des projets climatiques en Afrique ?

Le plus grand défi demeure l'accès à des capitaux abordables, sur le long terme et à grande échelle. L'Afrique représente moins de 4 % des émissions mondiales mais subit les coûts du changement climatique les plus élevés. Pourtant, les flux financiers dédiés au climat et consacrés au continent restent inférieurs à 5 % des volumes globaux. La perception du risque constitue un obstacle en soi : les projets africains sont souvent jugés trop petits, trop risqués ou trop fragmentés pour attirer les investisseurs internationaux. Par ailleurs, le manque de données harmonisées, de « pipelines de projets » solides et de mécanismes de financement hybrides complique la mobilisation des capitaux privés. La solution réside dans la création de véhicules d'investissement dé-risqués, capables d'aligner capitaux publics, privés et philanthropiques – tout en renforçant les institutions financières locales qui sont capables de structurer et de déployer les fonds à grande échelle. Chez Equity Group, nous combinons prêts verts, renforcement des capacités et partenariats mobilisant des capitaux concessionnels. Pour libérer au maximum le potentiel de transition et de résilience de l'Afrique.

L'Afrique représente moins de 4 % des émissions mondiales mais subit les coûts du changement climatique les plus élevés.

Comment la finance climatique est-elle intégrée dans votre stratégie ?

La finance climatique est désormais au cœur du Plan de relance et de résilience pour l'Afrique d'Equity Group, qui vise à financer l'industrialisation verte et la croissance inclusive du continent. Nous ne considérons pas la durabilité comme un simple ajout, mais comme une priorité stratégique intégrée à toutes les facettes de notre activité. Notre stratégie climatique s'articule autour de trois axes : verdir en profondeur nos opérations internes, verdir également notre portefeuille de prêts, et accompagner nos clients dans leur transition vers des pratiques durables. Par l'intermédiaire de notre filiale, la Fondation Equity Group, nous renforçons également les communautés à travers l'agriculture intelligente face au climat, l'accès aux énergies renouvelables et la restauration des écosystèmes. Notre objectif est de consacrer plus de 30 % de notre portefeuille de prêts aux secteurs alignés sur le climat d'ici 2030, en soutenant les petits exploitants agricoles, les micro, petites et moyennes entreprises ainsi que les industries dans l'adoption de technologies et pratiques plus propres. Cette approche globale lie croissance économique, protection de l'environnement et inclusion sociale.

Comment intégrez-vous les risques climatiques dans votre portefeuille et dans vos opérations ?

Equity Bank intègre la gestion des risques environnementaux et sociaux dans ses processus de crédit en s'appuyant sur des standards internationaux, comme les normes de performance de la SFI et les Principes de l'Équateur¹. Chaque demande de prêt fait l'objet d'un filtrage systématique qui permet d'identifier les risques climatiques et environnementaux potentiels.

¹ Voir <https://equator-principles.com/>

Nous ne considérons pas la durabilité comme un simple ajout, mais comme une priorité stratégique intégrée à toutes les facettes de notre activité.

Ces risques sont ensuite classés selon leur niveau d'exposition ; ils sont atténués par la mise en place de clauses contractuelles spécifiques et par un accompagnement personnalisé des clients. Nous développons également un Cadre de gestion des risques climatiques conforme aux recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD), qui nous permet à la fois d'évaluer les risques physiques et les risques de transition. Notre équipe interne dédiée à la durabilité collabore avec les différentes unités opérationnelles pour travailler sur la résilience des secteurs clés, notamment l'agriculture, l'énergie et les infrastructures. Parallèlement, nous avons lancé des programmes

de renforcement des capacités destinés à former nos collaborateurs et nos clients à la gestion des risques et des opportunités liés au climat. En intégrant ces mécanismes dans notre gouvernance, nous construisons un bilan financier résilient, capable de résister aux chocs climatiques tout en identifiant des opportunités de croissance verte.

En quoi votre gestion des risques climatiques relève-t-elle d'une approche intégrée ?

La gestion des risques climatiques est intégrée à chaque étape de notre processus de crédit, de la due diligence au suivi. Les secteurs à risque élevé font l'objet d'évaluations techniques approfondies, et des mesures d'atténuation sont intégrées dans les clauses de prêt. Nous expérimentons également des tests de résistance climatique pour notre portefeuille afin de détecter les secteurs les plus vulnérables aux sécheresses, inondations ou changements réglementaires. Ces analyses alimentent nos politiques de crédit et la conception de nos produits, garantissant la résilience à long terme de notre portefeuille. Par ailleurs, nous accompagnons nos clients dans le renforcement de leur propre gestion des risques climatiques. Cette approche intégrée fait de la durabilité un levier stratégique, source d'avantages concurrentiels et de stabilité financière.

Comment accompagnez-vous les PME dans leur transition environnementale et climatique ?

Les PME sont le pilier de l'économie africaine et un levier essentiel d'une transition juste. Equity Bank les soutient via une approche écosystémique intégrée, qui allie financement, renforcement des capacités et accès aux marchés. Nous proposons des lignes de crédit vertes sur mesure pour l'énergie renouvelable, la gestion de l'eau et l'agriculture durable, complétées par une assistance technique visant à aider les PME à respecter les normes environnementales et à conquérir de nouveaux marchés. Grâce à la Fondation Equity Group, nous formons les entrepreneurs à des modèles économiques climato-intelligents et à l'efficacité dans l'utilisation des ressources. Nos partenariats avec des institutions telles que Proparco et le Fonds africain de garantie

permettent aussi de dé-risquer le financement des PME. Nous développons par ailleurs des outils digitaux et des tableaux de bord climatiques pour aider les PME à évaluer et améliorer leur performance en matière de durabilité. Cette combinaison de financement et d'expertise est la clé pour que les millions de petites entreprises africaines ne soient pas laissées pour compte, et qu'elles deviennent actrices de la transition verte.

Quel rôle les institutions de financement du développement (IFD) peuvent-elles jouer dans votre approche ?

Les partenariats avec les IFD sont essentiels pour combler le déficit de financement climatique en Afrique. Des institutions comme Proparco apportent non seulement des capitaux, mais aussi de la crédibilité, de l'expertise et des mécanismes de partage des risques qui nous permettent d'amplifier notre impact. Notre collaboration avec Proparco, qui repose sur la mise à disposition de lignes de crédit et une coopération technique, a renforcé notre capacité à financer des secteurs verts et inclusifs, de l'énergie renouvelable aux entreprises dirigées par des femmes. Les IFD jouent un rôle clé dans la réduction des risques des investissements initiaux, la mobilisation de capitaux privés et l'alignement des flux financiers sur les Objectifs de développement durable. En combinant leur soutien avec notre présence locale – plus de 18 millions de clients en Afrique de l'Est et centrale – nous créons un effet de levier puissant. Ensemble, nous démontrons que la finance climatique en Afrique peut être rentable et profondément transformatrice.

Quels progrès significatifs avez-vous observés grâce à vos initiatives ?

Nos progrès se mesurent tant en chiffres qu'en impacts concrets – autant quantitativement que qualitativement. Ces trois dernières années, nous avons apporté plus de 500 millions de dollars à des projets d'énergie renouvelable, d'agriculture « intelligente face au climat » et de PME vertes. Nous avons aidé plus de 1,4 million d'agriculteurs et d'agricultrices à adopter des pratiques agricoles régénératrices et favorisé l'accès à l'énergie propre grâce à des solutions solaires et au biogaz. Nos agences fonctionnent désormais majoritairement à l'énergie renouvelable, et nous visons la

neutralité carbone de nos opérations d'ici 2030. Au niveau communautaire, le programme de reforestation de la Fondation Equity Group a déjà permis la plantation de plus de 26 millions d'arbres au Kenya, en RDC et au Rwanda. Ces actions concrètes traduisent notre ambition climatique en résultats tangibles.

Comment mesurez-vous l'impact social et environnemental de vos actions ?

Nous mesurons notre impact en adoptant une approche « triple résultat », qui prend en compte à la fois les personnes, la planète et la prospérité. Notre système interne de gestion des risques environnementaux et sociaux suit la performance durable du portefeuille, tandis que des évaluations indépendantes sont menées sur nos programmes communautaires via la Fondation Equity Group. Parmi les indicateurs clés figurent la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le nombre d'emplois verts créés, la capacité soutenue en énergies renouvelables, ainsi que l'amélioration des conditions de vie grâce à l'accès à l'eau potable, à l'éducation et à la santé. Nos rapports sont alignés sur des référentiels internationaux tels que les Objectifs de développement durable (ODD), le GRI et la TCFD. Au-delà des chiffres, nous sommes convaincus que l'impact se mesure concrètement dans des vies améliorées, des écosystèmes restaurés et des entreprises locales florissantes. Notre vision est que chaque dollar investi génère une valeur partagée à la fois pour les populations et la planète.

REPÈRES

EQUITY GROUP HOLDINGS

Equity Group Holdings est un groupe panafricain de services financiers opérant au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie, au Rwanda, au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo. Avec plus de 23 millions de clients et des actifs dépassant les 14 milliards de dollars, il est un leader de la finance inclusive et du développement durable. Grâce à son modèle économique reposant à la fois sur ses activités commerciales, son impact social et sa durabilité, le groupe vise la prospérité partagée, la résilience climatique et la transformation sociale. Son Plan de relance et de résilience pour l'Afrique lui permet de soutenir l'industrialisation verte et de mobiliser les capitaux privés pour financer un avenir durable pour le continent.

Investir dans le climat : perspectives et opportunités

Les flux mondiaux de financements climatiques sont en nette augmentation. Certes, de profondes disparités régionales subsistent et les pays en développement, qui concentrent pourtant la majeure partie des besoins d'investissement, peinent à attirer les capitaux privés essentiels pour répondre aux défis de l'atténuation et de l'adaptation climatiques. Mais les acteurs privés investissent de plus en plus dans la finance verte, les partenariats public-privé, les marchés volontaires du carbone. En utilisant ces outils et en apportant sa capacité d'innovation technologique, le secteur privé conjugue lutte contre le changement climatique et investissements durables.

Les faits

En 2022, la hausse de la température mondiale était déjà de

+1,15°C

L'Accord de Paris, signé en 2015, vise à limiter l'augmentation à +1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels (Rapport du GIEC, 2023).

Environ

3,6

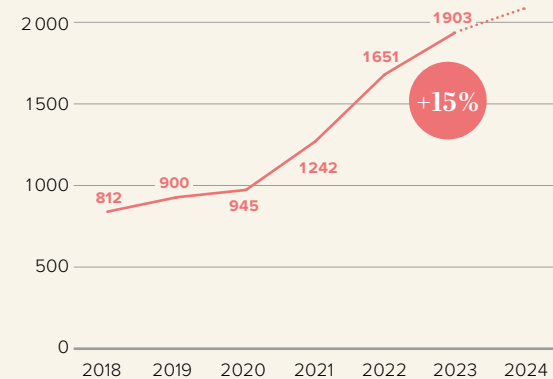
milliards de personnes vivent dans des zones très vulnérables aux effets du changement climatique (Rapport du GIEC, 2023).

Plus d'

1,2

milliard de personnes pourraient être exposées aux risques climatiques dans les régions côtières à cause de la montée du niveau des mers d'ici 2050 (UNEP, 2023).

Des financements climatiques en nette progression, mais encore insuffisants



Montants en milliards de dollars

Sources : Climate Policy Initiative (2025) / Down to Earth (juillet 2025)

1903 milliards de dollars

Montant record de flux mondiaux de financements climatiques atteints en 2023

Toutefois, près de **80%** de ces flux mondiaux de financements climatiques sont concentrés dans trois régions (principalement Asie-Pacifique, Europe de l'Ouest et Amérique du Nord)

6300 milliards de dollars

Montant des financements climatiques qu'il faudrait mobiliser chaque année en moyenne entre 2024 et 2030

Lors de la COP29 à Bakou en 2024, il a été décidé que tous les acteurs doivent se mobiliser pour augmenter les financements destinés aux pays en développement, à partir de sources publiques et privées, afin d'atteindre **un montant annuel de**

1300 milliards de dollars d'ici 2035.

De vraies opportunités pour le secteur privé

Pour la première fois, les contributions du secteur privé ont dépassé **1000 milliards de dollars en 2023**, surpassant les investissements publics. En 2023, les financements privés ont représenté les **2/3 des investissements mondiaux** consacrés à l'atténuation. En 2022 déjà, leur part s'élevait à **54 % des flux d'atténuation**, grâce à une forte progression des financements privés dans les secteurs du bâtiment et des infrastructures, ainsi que dans celui des transports.

Source : Global Landscape of Climate Finance (Climate Policy Initiative – 2025)

Les secteurs porteurs



Énergies renouvelables



Efficacité énergétique



Infrastructures résilientes



Agriculture durable



Gestion de l'eau

Le « triple dividende » de l'adaptation

320 milliards de dollars par an jusqu'en 2030 sont nécessaires pour relever le défi de l'adaptation.

Investir dans l'adaptation permet d'obtenir trois types de bénéfices simultanés :

Réduction des pertes : éviter ou diminuer les dégâts économiques et humains causés par le changement climatique

Avantages économiques : stimulation de l'innovation et création d'emplois dans les secteurs verts

Bénéfices sociaux et environnementaux : amélioration de la qualité de vie, santé publique et préservation de la biodiversité

Sources : Banque mondiale / GFDRR (Enabling Private Investment in Climate Adaptation & Resilience, 2021) / Rapport spécial GIEC, 2022 / Global Landscape of Climate Finance (Climate Policy Initiative – 2025) / PNUE (2023)

Finance et climat : les concepts clés

Adaptation au changement climatique

Processus par lequel les systèmes humains et naturels s'ajustent pour limiter les dommages potentiels des effets actuels ou prévus du changement climatique. L'adaptation – des comportements, des pratiques, des structures et des politiques – peut être réactive ou proactive. Elle inclut des actions telles que l'aménagement résilient des territoires, la diversification des cultures, ou le développement d'infrastructures résistantes aux événements extrêmes.

Atténuation

Ensemble des actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et/ou à augmenter les puits de carbone, afin de limiter l'ampleur du changement climatique. Cela comprend la transition énergétique vers les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la gestion durable des terres, et le développement de technologies bas carbone.

Décarbonation

Processus de réduction de l'intensité carbone d'un système, d'une activité économique ou d'un secteur, en vue d'atteindre la neutralité carbone. Cela implique la substitution des sources d'énergies fossiles par des alternatives à faibles émissions, la capture et le stockage du carbone, ainsi que la transformation des modes de production et de consommation.

Finance climat

Ensemble des flux financiers publics et privés dédiés à la lutte contre le changement climatique, incluant les financements de l'atténuation et de l'adaptation. La finance climat mobilise des instruments variés, tels que les prêts verts, les obligations durables, les garanties, et les subventions. Elle cible des projets compatibles avec les objectifs climatiques internationaux.

Risque climatique

Probabilité que des événements climatiques extrêmes ou des changements graduels impactent négativement des systèmes socio-économiques ou naturels. Le risque climatique résulte de l'interaction entre l'exposition (par exemple, population dans une zone inondable), la vulnérabilité (sensibilité) et la capacité d'adaptation. La gestion du risque climatique est un enjeu clé des politiques d'adaptation.

Scénarios climatiques

Représentations plausibles de l'évolution future du climat, fondées sur des hypothèses variées concernant les émissions de gaz à effet de serre, les politiques climatiques, et les dynamiques socio-économiques. Ces scénarios, tels que les RCP (Representative Concentration Pathways) ou SSP (Shared Socioeconomic Pathways), servent de base aux modélisations du climat et à l'évaluation des impacts, risques et stratégies d'adaptation.

Sources : Rapport du GIEC (2023) / Banque mondiale, Climate Finance Overview (2023) / Climate Policy Initiative (2025)

#1 Quel rôle les banques et les fonds peuvent- ils jouer dans la transition vers des économies bas-carbone ?



Face au dérèglement climatique, la finance ne peut plus attendre.

Sécheresses, tensions sur les ressources, instabilité géopolitique : les impacts du climat bouleversent déjà les marchés, les chaînes d'approvisionnement, les trajectoires d'investissement. Plutôt que de subir cette incertitude, banques et investisseurs peuvent impulser une transformation systémique de l'économie, en soutenant des trajectoires bas-carbone crédibles et en orientant les capitaux vers l'adaptation et la résilience. Comment les acteurs financiers peuvent-ils s'adapter face à un système devenu imprévisible ? Où investir, comment réorienter les flux, sur quels critères fonder les décisions ? C'est à ces questions que tentent de répondre les acteurs de la finance climatique.

Comment les institutions financières peuvent piloter la transition

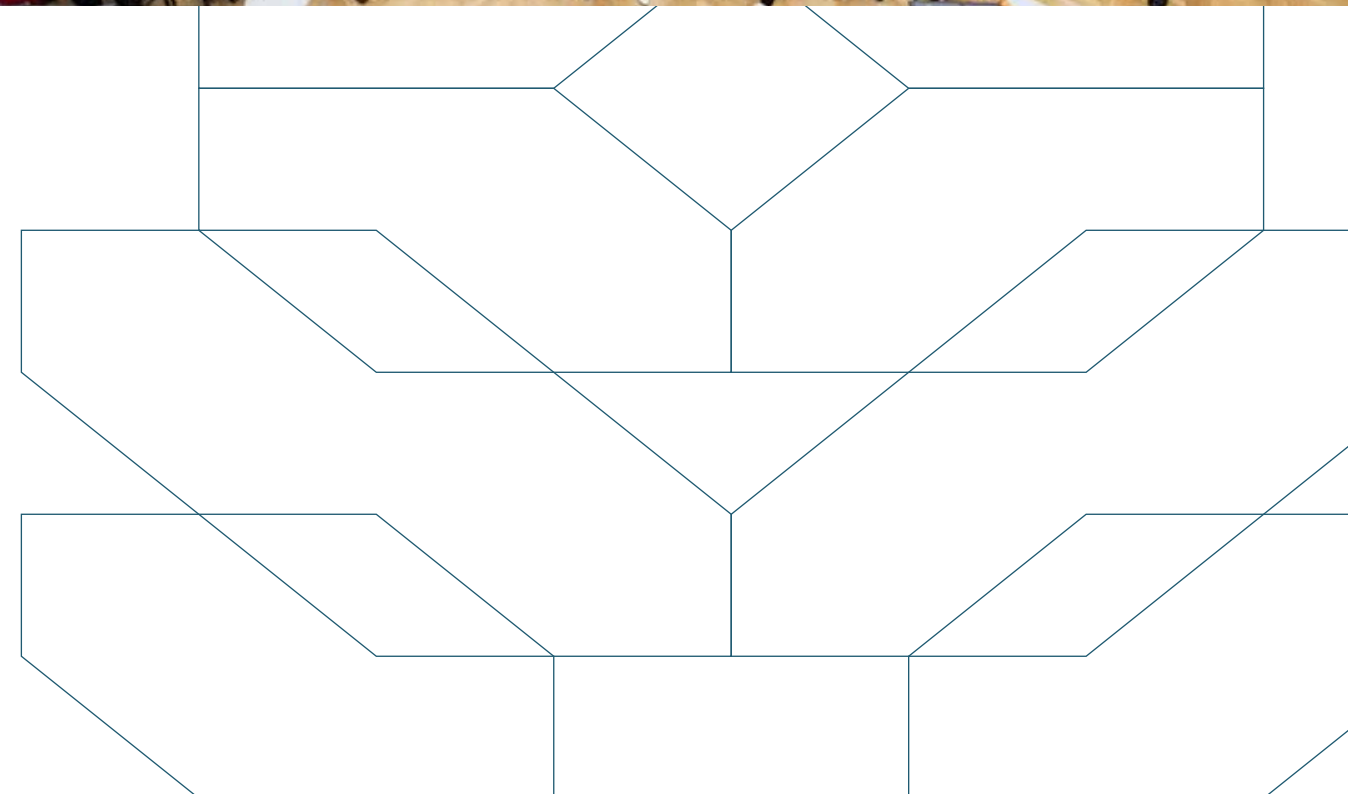
Le changement climatique bouleverse les fondamentaux économiques et rend obsolètes les modèles financiers hérités du passé. À mesure que les risques systémiques s'accumulent, les banques et les fonds sont appelés à dépasser leur rôle d'accompagnement pour devenir des moteurs actifs de la transition. En redirigeant les capitaux, en repensant les outils d'évaluation et en intégrant la résilience au cœur des décisions, ces acteurs financiers peuvent devenir des leviers décisifs de la transformation économique.

La transition demande de nouveaux modèles de finance, de nouvelles manières de penser l'investissement, de l'innovation et de nouvelles façons de collaborer, de s'associer.

Marisa Drew, directrice du développement durable de Standard Chartered

Au-delà des catastrophes naturelles répétées, le dérèglement climatique agit comme un facteur de déstabilisation économique globale. Tarissements, ruptures logistiques, arbitrages politiques : les actifs financiers sont exposés à des risques de plus en plus concrets et fréquents et de moins en moins prévisibles. En parallèle, la fragmentation des politiques climatiques, particulièrement visible aux États-Unis, affaiblit la coordination mondiale pour répondre à l'urgence. « Qu'il s'agisse de tarifs douaniers ou du détricotage de l'Inflation Reduction Act (IRA) aux États-Unis, nous sommes face à quelque chose d'inédit, soit une inefficience économique dictée par la politique. Et chacun de ces pas en arrière augmente la température », alerte **David Carlin, consultant et ancien responsable du programme Risque et adaptation à l'UNEP FI**. Dans un climat géopolitique instable, les engagements multilatéraux vacillent : l'Accord de Paris, le Green Climate Fund ou les taxonomies communes perdent en lisibilité. Toutefois, malgré le recul du consensus international, le climat reste un risque systémique majeur que les institutions financières doivent prendre non seulement en compte, mais aussi placer, plus que jamais, au cœur de leurs modèles décisionnels pour devenir moteur de la transition de toute l'économie. Par leur capacité à orienter les flux de capitaux, structurer les incitations et soutenir les trajectoires de transformation, elles sont des leviers décisifs.

En octobre 2025, les Proparco Days ont réuni à Paris une centaine de dirigeants d'institutions financières et de fonds d'investissement pour débattre des enjeux de la finance climat. Cet événement a proposé un espace collaboratif de réflexion stratégique, combinant discussions en petits groupes pour co-construire des solutions concrètes et répliquables, et tables rondes de haut niveau réunissant des voix influentes de la finance durable.



S'inscrire au marathon net-zéro émission ne suffit pas; il faut le plan d'entraînement pour dépasser la ligne d'arrivée, le plan de transition est votre plan d'entraînement.

David Carlin, consultant et ancien responsable du programme Risque et adaptation à l'UNEP FI

Marchés émergents : un défi et des opportunités

Dans les marchés émergents, ce changement de paradigme est fondamental. « Les pays émergents sont disproportionnellement affectés par le changement climatique, mais ce sont les populations les plus pauvres qui en subissent le plus les effets. La finance climat ne peut se limiter à financer des secteurs : elle doit aussi être inclusive et réellement bénéfique pour les populations les plus vulnérables », insiste **Anita George, présidente-fondatrice de ProsperETE Capital Advisors**. Face à des impacts climatiques majeurs et à des infrastructures énergétiques insuffisantes, ces économies n'ont d'autre choix que d'innover rapidement pour répondre à la fois à la demande croissante d'énergie et aux enjeux

environnementaux. Pour Anita George, il s'agit là non pas d'une contrainte mais d'une opportunité que les institutions financières doivent saisir. « 72 % des émissions proviennent des marchés émergents (Chine incluse), 28 % des pays développés. Dans bien des cas, les marchés émergents n'ont pas le luxe d'un héritage industriel dont disposent les pays développés. Ainsi, pour l'énergie, non seulement il faut décarboner les actifs existants, souvent très fossiles, mais également, la croissance est telle qu'il faut en construire de nouveaux. 80 % des bâtiments d'Afrique et 50 % de ceux en Inde restent à construire. Si nous pouvions ne construire que "propre", l'impact serait immense », insiste Anita George. Les champs d'action sont nombreux : véhicules électriques, stockage d'énergie, agriculture durable, recyclage de batteries, matériaux bas-carbone.

Pour convertir ce potentiel, il faut un écosystème financier capable d'accompagner les acteurs à fort impact qui ont les solutions technologiques mais manquent souvent de moyens matériels et financiers. « Plus de 50 % des entreprises en phase de démarrage dans des pays comme l'Inde échouent. Aux États-Unis, ce taux est trois fois plus bas. L'un des principaux freins réside dans l'accès au capital. On doit faire beaucoup plus pour fournir du financement en fonds propres dans les marchés émergents, notamment dans la phase de croissance. Il existe un véritable "chaînon manquant". C'est donc une immense opportunité pour la finance mixte ou les fonds propres catalytiques. Pas besoin de gros montants de capitaux privés : de petites sommes bien placées peuvent faire une énorme différence », insiste Anita George. Le fonds ProsperETE, qu'elle dirige, déploie ainsi des solutions d'atténuation et d'adaptation à grande échelle, avec des capitaux catalytiques. Transformer les modèles économiques et investir dans les acteurs de demain dans ces pays suppose ainsi un changement profond des critères de performance parmi lesquels il faut intégrer les notions de résilience, d'adaptation et de transition. « Dans le niveau d'incertitude et d'imprévisibilité dans lequel nous vivons aujourd'hui, la voie qui permettra de construire progressivement des portefeuilles peut-être un peu moins efficaces, mais bien plus résilients, passera par le fait d'accorder à la résilience une importance bien plus grande que la simple "efficacité comptable" », affirme Emmanuel Faber.

De l'ambition à l'action

Devenir moteur d'une transition vers une économie plus résiliente exige aussi la mise en œuvre de plans de transition robustes. « La clé, c'est l'opérationnalisation de la finance de transition. Beaucoup voient le plan de transition comme un exercice de reporting. La clé, c'est l'opérationnalisation de la finance de transition. Beaucoup de gens disent : "Oh, encore un exercice de reporting." Mais il s'agit surtout de stratégie. S'inscrire au marathon zéro émission nette ne suffit pas ; il faut le plan d'entraînement pour dépasser la ligne d'arrivée, le plan de transition est votre plan d'entraînement. Un bon plan pense la réallocation du capital, les modèles, et quels segments de l'activité doivent croître », souligne David Carlin. Selon lui, les meilleures organisations fixent le cap au sommet, diffusent les compétences en interne et alignent les dispositifs d'intéressement avec les objectifs climatiques.

La banque britannique Standard Chartered, présente dans 59 pays (dont 40 émergents), a engagé cette mutation. Dès 2021, elle a aligné son portefeuille sur une trajectoire net-zéro, y compris pour les émissions de scope 3, celles des activités financées, qui représentent plus de 95 % de l'empreinte carbone d'une banque selon l'UNEP-FI. « La transition demande de nouveaux modèles de finance, de nouvelles manières de penser l'investissement, de l'innovation et de nouvelles façons de collaborer, de s'associer », souligne **Marisa Drew, directrice du développement durable de Standard Chartered**. Pour accompagner cette transformation, la banque a créé cinq hubs thématiques (carbone, adaptation, finance mixte, économie circulaire, finance liée à la nature) dans le but de concevoir des structures financières inédites, orienter les flux de capitaux vers les bons projets et accompagner les clients dans leurs pivots stratégiques. « Ce sont des espaces protégés, animés par des experts de chaque domaine thématique dont le rôle est de concevoir de nouvelles structures financières,

d'inventer des méthodes inédites pour faire circuler les capitaux, de créer de nouveaux partenariats et de nouvelles formes de collaboration, afin de pouvoir aborder certains de ces enjeux », détaille Marisa Drew. Chaque secteur-clé a été modélisé. Un outil d'aide à la décision permet désormais à tout banquier de vérifier si un prêt accroît ou réduit les émissions. « À chaque fois qu'ils veulent accorder un prêt dans l'un de ces secteurs, l'outil calcule les émissions associées, et indique si le prêt vous fait dépasser le seuil d'émissions fixé pour atteindre le net-zéro ou s'il finance une activité décarbonante. Cet outil structure l'échange avec le client, permet de l'accompagner vers une activité plus verte, et oriente le capital vers les bons projets, jusqu'à 2030 », analyse Marisa Drew. Cette stratégie, combinée à des compétences internes solides et des incitations adaptées à tous les niveaux, génère déjà des résultats tangibles. « Outre notre objectif net-zéro 2050, nous nous sommes engagés à générer 1 milliard de dollars US de revenus de finance durable. Nous avons atteint 982 millions l'an dernier, avec un an d'avance sur la cible », se réjouit Marisa Drew. Standard Chartered prouve ainsi qu'une institution financière peut conjuguer transformation stratégique, résilience à long terme et rentabilité immédiate à condition d'articuler vision politique, outils concrets et gouvernance forte. Loin d'être un coût, la transition bas-carbone devient alors un levier de croissance, de résilience et de compétitivité.

Il ne suffit pas d'avoir d'une idée brillante pour réussir : il faut des financements adaptés pour se développer et rendre ces innovations abordables et accessibles.

Anita George, présidente-fondatrice de ProsperETE Capital Advisors

Un article de

Sarah Bendahou, chercheuse en financement du développement, Institute for Climate Economics (I4CE)

Blandine Arvis, chercheuse en financement du développement, Institute for Climate Economics (I4CE)

Le rôle des institutions financières pour le climat : passer de l'engagement à l'action

SARAH BENDAHOU

Sarah Bendahou a rejoint I4CE en 2021. Elle travaille sur l'alignement des institutions financières avec les objectifs de l'Accord de Paris et contribue à la mission d'I4CE en tant que secrétaire de l'initiative « Mainstreaming Climate in Financial Institutions ». Avant de rejoindre I4CE, elle a travaillé plusieurs années dans le conseil sur le changement climatique et le développement durable, notamment dans l'évaluation des impacts directs et indirects et la définition d'objectifs de réduction d'émissions, l'évaluation de l'exposition aux risques physiques ou de transition liés au climat, et l'alignement sur les recommandations de la Task Force on Climate-Related Financial Disclosures (TCFD). Elle est titulaire d'un double master en sciences et politiques de l'environnement, délivré par Sciences Po Paris et l'université Pierre et Marie Curie.



Les institutions financières, notamment les banques et les fonds d'investissement, peuvent jouer un rôle capital dans la lutte contre le changement climatique et le développement durable. Pour cela, elles doivent adopter des pratiques favorisant l'intégration des enjeux climatiques dans les systèmes financiers au niveau local, allant de la mise en place de stratégies climat à l'amélioration de leur performance climatique. L'appui des institutions de financement du développement (IFD) s'avère souvent déterminant.

L'élaboration de stratégies climatiques est une première étape essentielle qui détermine la contribution des institutions financières à la réalisation des objectifs climatiques mondiaux. Conformément aux orientations existantes (par exemple les normes ISSB sur les obligations de divulguer les informations relatives au climat), ces institutions peuvent, lorsqu'elles adoptent une stratégie climatique, agir à plusieurs niveaux :

- Mettre en place une gouvernance climatique, ce qui nécessite la sensibilisation et le renforcement des capacités du conseil d'administration pour lui permettre de suivre la réalisation des objectifs climatiques. Pour aller plus loin, il est aussi possible de lier les indicateurs clés de performance (KPI) et les incitations financières des administrateurs aux performances climatiques.

- Intégrer les considérations climatiques dans la stratégie des institutions financières, par exemple via un plan de transition qui démontre comment l'institution atteindra ses objectifs climatiques. Les institutions les plus avancées s'efforcent d'intégrer la dimension climatique dans leur stratégie globale ainsi que dans l'ensemble de leurs stratégies sectorielles, nationales ou par branches d'activités.

- Définir des objectifs climatiques qui permettront de financer des activités ayant un impact positif sur le climat, et de réduire les investissements vers des activités dont l'impact est négatif. Dans l'idéal, ces objectifs devront être régulièrement revus et mis à jour. La direction doit par ailleurs prendre l'engagement de s'aligner avec les objectifs climatiques.

- Commencer par renforcer les capacités des équipes dirigeantes et opérationnelles sur les thématiques climat et élaborer ensuite des orientations et processus internes destinés à favoriser la concrétisation des objectifs climatiques au sein de la stratégie. Des KPI et des incitations financières fondées sur la performance climatique peuvent aussi être mis en place au niveau des équipes dirigeantes et opérationnelles.

Gérer les risques climatiques

L'évaluation et la gestion de l'exposition aux risques financiers liés au climat nécessitent de cartographier les risques physiques et de transition. Les IFD peuvent fournir un accompagnement technique sur ce point. L'évaluation détaillée des risques climatiques sur les actifs et transactions comporte deux volets. D'une part, l'exposition aux risques physiques aigus (par exemple les événements climatiques extrêmes) ou chroniques (exemple : l'élévation du niveau de la mer) ; d'autre part, l'exposition aux risques liés à la transition climatique (la tarification du carbone, le passage à des sources d'énergie moins émettrices, le risque de réputation, etc.).

Les institutions financières déjà bien avancées dans l'évaluation et la gestion des risques climatiques pourront déterminer en quoi leur analyse peut alimenter leurs processus de gestion des

risques et identifier des opportunités de financement d'atténuation ou d'adaptation.

Promouvoir des objectifs climatiques

Une institution financière doit définir des objectifs climatiques pertinents pour ses activités. Il s'agit non pas d'avoir pour objectif principal de réduire les émissions financées mais de chercher à identifier comment l'institution peut contribuer davantage à la transition vers une économie sobre en émissions ou résiliente au changement climatique. Ces objectifs doivent s'appuyer sur les taxonomies locales (nationales ou régionales) déjà existantes en matière de finance durable, le cas échéant. Ils peuvent être de trois types :

- Accroître dans un premier temps les investissements liés au climat à l'aide de produits et services qui le sont aussi (par exemple, des obligations vertes ou des obligations liées au développement durable). Pour les institutions les plus avancées en la matière, cet objectif peut également se traduire par un engagement et un développement commercial auprès de clients et sur des segments de marché qui contribuent à la réalisation d'objectifs climatiques.

- Accéder et mobiliser de nouvelles sources publiques et privées de financement climatique (par exemple en devenant une entité accréditée par le Fonds vert pour le climat) pour accroître la part d'investissements climatiques

BLANDINE ARVIS

Blandine Arvis a rejoint I4CE en 2024. Elle conduit des recherches à la confluence des sujets climatiques et de financement du développement, tout en contribuant à l'initiative « Mainstreaming Climate in Financial Institutions ». Ingénieure agronome de formation, elle a travaillé, avant de rejoindre I4CE, dans la coopération agricole puis le conseil, où elle a acquis une expertise climat. Ses précédents travaux ont porté sur l'analyse des vulnérabilités climatiques dans le secteur agricole, la conception de services climatiques, l'appui aux processus de politiques climatiques (PNA et CDN) de pays en développement, ou encore la recherche sur les instruments de finance climat.



que l'institution financière a dans son portefeuille. Elle peut d'ailleurs bénéficier du soutien des IFD, notamment grâce au développement d'instruments financiers de partage des risques permettant de mobiliser des financements additionnels.

- Réduire les activités entraînant des impacts climat négatifs, d'abord en définissant des listes d'exclusion (charbon ou secteurs amont dans le gaz et le pétrole, par exemple) et en établissant des stratégies de désinvestissement de ces activités. Les institutions financières peuvent aussi instaurer un dialogue avec leurs clients sur les risques et opportunités liés au changement climatique.

Améliorer la performance climatique

L'évaluation et le pilotage de la performance climatique impliquent de commencer par le suivi des activités et des investissements non conformes aux objectifs climatiques, du volume

des activités et des investissements qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre et de celui des activités et investissements qui contribuent à la résilience climatique.

Rendre compte de son action climatique

En matière d'action climatique, la transparence consiste à rendre publique la performance climatique, selon les méthodes de suivi adoptées par les institutions financières, ainsi que leur exposition aux risques relatifs au climat. Les plus avancées publient le détail des impacts de leurs activités et investissements liés au climat.

Comment contribuer à l'effort ?

Une récente étude¹ de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de l'Association latinoaméricaine des institutions de financement du développement (ALIDE) montre que le manque de savoir-faire en matière d'investissements verts et d'adaptation au changement climatique parmi les clients demeure un obstacle à l'augmentation des projets durables en Amérique latine et dans les Caraïbes.

L'accompagnement technique proposé par les IFD pour le développement d'outils et le renforcement de capacités des équipes est unanimement perçu par les institutions financières comme leur étant très utile pour leur alignement avec l'Accord de Paris. L'appui à l'analyse d'impact, au suivi et à l'évaluation ainsi qu'à la préparation des projets figure parmi les premières priorités d'accompagnement technique citées par les membres de Finance in Common², un réseau mondial de banques publiques de développement, ayant été sondés. Une autre attente récurrente des institutions financières est un accompagnement technique leur permettant d'aborder les exigences de reporting en matière de développement durable, et le suivi des émissions financées. Cet accompagnement contribue en effet à renforcer leur capacité d'autoévaluation de la performance climatique, leur permettant de s'améliorer au fil du temps pour, à terme, pouvoir rendre compte comme il convient de leur action climatique.

Grâce à l'accompagnement technique, les IFD peuvent également contribuer à limiter les coûts initiaux et à accroître l'efficacité des programmes sur les segments de marchés produisant des effets sur le climat, notamment lorsqu'une institution financière s'y engage pour la première fois. Cela

permet à l'institution d'accroître la part d'activités et d'investissements consacrée, de réduire les émissions et de renforcer la résilience climatique.

Collaboration entre institutions financières en matière d'objectifs climatiques

La branche consacrée au secteur privé de la Banque interaméricaine de développement (BID), IDB Invest, propose un accompagnement technique à ses contreparties, y compris aux institutions financières locales³. À travers cet accompagnement, IDB Invest vise à mieux identifier les opportunités de projets climatiques en amont de l'investissement, y compris par le renforcement des capacités en matière climatique. Elle cherche aussi à favoriser le développement du marché par effet de démonstration, à attirer l'investissement privé en contribuant à la structuration d'opérations de financement mixte et en facilitant l'émergence et la diffusion de connaissances pour guider la prise de décision des investisseurs. En dehors des banques multilatérales de développement, des IFD comme British International Investment (BII) peuvent également fournir un accompagnement technique aux institutions financières sur les sujets climatiques. BII aide ainsi certaines d'entre elles à mieux intégrer cette thématique à leurs opérations, à gérer les risques climatiques et à améliorer leur reporting. Elle propose également un accompagnement technique à des institutions financières qui ont besoin d'un soutien pour leurs investissements climatiques.

Parmi les autres exemples d'accompagnement technique, on peut citer le soutien aux institutions financières pour le développement d'outils destinés à cadrer l'évaluation des projets. La Banque brésilienne de développement (BNDES) a ainsi reçu l'appui de KfW pour le calcul des émissions évitées des projets, l'aide consistant à fournir aux analystes des indicateurs d'émissions évitées pour leurs opérations. Autre exemple, le soutien apporté par la BEI à FONPLATA pour le développement d'un système d'évaluation de l'alignement de ses projets sur les Objectifs du développement durable (ODD), avec la mise à disposition d'une information claire sur l'ensemble du cycle de vie du projet.

Les IFD peuvent aussi apporter leur soutien en codéveloppant avec les institutions financières des outils d'évaluation du risque climatique. La BID a par exemple contribué à une cartographie des vulnérabilités aux risques climatiques pour certaines chaînes de valeurs essentielles, au Mexique et au Brésil. Cet outil a permis d'identifier les principaux risques climatiques et les régions ou chaînes agricoles les plus exposées dans le portefeuille du FIRA (Fonds fiduciaire de développement rural du Mexique)⁴, contribuant de ce fait à mieux cibler les investissements tendant à renforcer la résilience climatique. Autre exemple, le soutien apporté par Proparco à l'évaluation de la transition climatique et des risques physiques pour les institutions financières bénéficiant de services de conseil technique en matière de climat plus largement, par exemple à travers son programme « Pro Climat ».

Pourquoi est-il important que les institutions financières agissent maintenant ?

Les institutions financières perçoivent d'ores et déjà l'opportunité commerciale que représente l'investissement climatique. Certaines ont considérablement accru ces investissements ces dernières années, tout particulièrement dans le développement d'énergies renouvelables. Ces flux sont encore insuffisants face aux défis planétaires qui nous attendent. Des études alertent sur le fait qu'un scénario de réchauffement à +1,5 °C – déjà hors d'atteinte selon les analyses les plus récentes – pourrait coûter jusqu'à 63 milliards de dollars, en comptant le coût d'adaptation et celui des dégâts résiduels sur les principales cultures⁵, entre autres.

Les institutions financières doivent unir leurs forces pour que les capitaux s'orientent vers la réalisation des objectifs mondiaux en matière de lutte contre le changement climatique. Elles ont un rôle crucial à jouer en vue de la décarbonation et de la résilience climatique des économies et sociétés. Cela implique de rediriger leurs investissements vers des secteurs à la fois rentables et bénéfiques pour le développement durable au sens large.

REPÈRES I4CE

L'Institut de l'économie pour le climat (I4CE – Institute for Climate Economics) est un institut de recherche à but non lucratif qui contribue par ses analyses au débat sur les politiques publiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. L'Institut promeut des politiques climatiques efficaces, efficientes et justes. Ses experts collaborent avec les gouvernements, les collectivités locales, l'Union européenne, les institutions financières internationales, les organisations de la société civile et les médias. Les travaux d'I4CE couvrent trois domaines clés de la transition climatique – énergie, agriculture, forêt – et abordent six défis économiques majeurs : l'investissement, le financement public, le financement du développement, la réglementation financière, la tarification du carbone et la certification carbone. I4CE a été fondé en 2015 par la Caisse des Dépôts et l'Agence française de développement.

¹ Voir : <https://www.eib.org/en/publications/20240047-climate-financing-in-latin-america-and-the-caribbean>

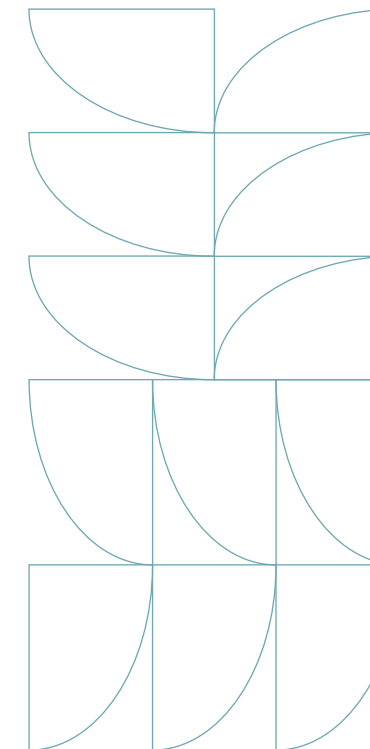
² Voir : https://financeincommon.org/sites/default/files/2024-07/FICS_TA_PDB_mapping_report_final.pdf

³ Voir : <https://idbinvest.org/en/sectors/financial-institutions>

⁴ L'AFD et la BID, ainsi que la Facilité d'investissement pour l'Amérique latine et les Caraïbes (LACIF) de l'UE, ont financièrement et techniquement appuyé le FIRA dans la mise en place de prêts concessionnels pour des investissements verts pilotes en zone rurale et pour du financement à long terme d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans les activités rurales. Voir : Combating climate change in agriculture (FIRA Program)

⁵ LAIF - Latin America Investment Facility

⁵ Voir : <https://www.wri.org/insights/1-5-degrees-c-target-explained#what-happens-if-we-breach>



Pour aller plus loin :

- Supporting financial institutions in developing countries in their alignment journey with climate goals (source : I4CE, 2023)
- How can financial intermediation better contribute to the climate transition? (source : I4CE, 2025)
- What is climate mainstreaming? (source : Mainstreaming Climate in Financial Institutions)



L'équipe du fonds GEF Latam à São Paulo au Brésil.

Entretien avec
Anibal Wadih, fondateur de GEF Capital

GEF Capital : préparer le terrain pour le financement de l'atténuation et de l'adaptation climatiques

GEF Capital investit dans des solutions privées de lutte contre le changement climatique, en matière d'atténuation et d'adaptation. Son partenariat avec Proparco a été déterminant pour attirer l'investissement d'institutions clés. Entretien avec Anibal Wadih, son fondateur et directeur général, également responsable de GEF Latam, la plateforme latino-américaine du fonds.

Comment le fonds GEF Latam met-il en œuvre les recommandations de l'Accord de Paris?

GEF Latam fait preuve d'un engagement sans faille à l'égard de l'Accord de Paris ; nous excluons volontairement de nos investissements les secteurs fortement émetteurs en carbone et les hydrocarbures. Nous utilisons des outils d'évaluation développés en interne pour apprécier la compatibilité climatique de chaque investissement, en collaborant activement avec nos partenaires dans cet examen rigoureux. Une fois l'investissement réalisé, GEF aide les entreprises à produire un *reporting carbone* précis, à piloter en continu leur performance environnementale, et à poursuivre sans relâche leurs efforts de réduction de leur empreinte carbone en visant l'objectif de « zéro émission nette ».

¹ Le risque ESG correspond à la probabilité qu'une entreprise ou une structure bancaire subisse un impact négatif en raison de facteurs liés aux dimensions Environnementales, Sociales et de Gouvernance.

ANIBAL WADIH

Anibal Wadih est le fondateur de GEF Capital, dont il est aujourd'hui directeur général et associé. Depuis São Paulo, il dirige GEF Latam, qui regroupe les activités de la société pour l'Amérique latine. Au cours des 25 dernières années, il a occupé des postes de direction chez Macquarie Capital, où il gère les investissements dans les infrastructures et l'agroalimentaire, et à la Deutsche Bank, au sein de l'équipe fusion-acquisition. Anibal Wadih siège actuellement dans plusieurs conseils d'administration, notamment ceux d'UCB Power, GR Water ou Pro Solus. Il est diplômé en génie électrique à l'université Simon Bolívar et en finance (IESA), et il est titulaire d'un MBA de NYU Stern.



Sur quels outils le fonds s'appuie-t-il pour évaluer les risques climatiques et ESG?

La démarche de GEF Latam repose sur un certain nombre d'outils, et notamment sur l'évaluation anticipée des impacts. Il s'agit d'un outil de sélection initiale, destiné à analyser les investissements potentiels au regard des Objectifs de développement durable des Nations unies (ODD) et à leur éligibilité dans la taxonomie de l'Union européenne. Cette étape intègre une évaluation du risque climatique en lien avec les normes de la Task Force on Climate-Related Financial Disclosures (TCFD) et avec le référentiel du Projet de gestion d'impact (PGI). Cela nous permet d'assurer l'adéquation des investissements avec les objectifs climatiques.



REPÈRES GEF CAPITAL

GEF Capital Partners (GEFCP) est une société de capital-investissement spécialisée dans l'investissement climatique au Brésil, en Inde et aux États-Unis. Son Fonds IV vise une valorisation à long terme du capital, en investissant dans des opportunités de *private equity* bien positionnées pour entraîner la croissance des solutions climatiques au Brésil. Le fonds privilégiera des secteurs tels que les énergies propres, les solutions urbaines, ou l'atténuation et l'adaptation en matière d'agriculture durable. Avec une forte adhésion aux normes ESG, il encouragera la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et les impacts sur les bénéficiaires.

GEF | CAPITAL PARTNERS

L'évaluation anticipée des impacts permet d'identifier également de façon préliminaire d'éventuels risques ESG. Conduite par des consultants indépendants, une *due diligence* spécifique permet d'approfondir de façon plus exhaustive l'étude des risques environnementaux, sociétaux et de gouvernance, en adossant ses conclusions aux normes de performance de la Société financière internationale (IFI) et au référentiel du Sustainability Accounting Standards Board (SASB). Au final, on dispose d'une analyse ESG détaillée et d'un plan d'action environnemental et social (PAES) pour chaque projet d'investissement. Le processus de gouvernance post investissement permet d'assurer la mise en œuvre du PAES, ainsi qu'un suivi continu d'indicateurs clés de performance (KPI), afin de maintenir la conformité ESG tout au long du cycle d'investissement.

Quelle proportion du portefeuille est-elle alignée sur des objectifs climatiques?

Nous sommes fiers de pouvoir revendiquer un portefeuille aligné à 100 % sur des objectifs climatiques. Comme nous l'avons vu, chaque opportunité d'investissement fait l'objet d'une sélection initiale rigoureuse et d'une *due diligence* ESG externe approfondie. Ce processus très complet garantit un alignement climatique homogène à l'entrée, et une vérification en continu tout au long du cycle d'investissement – l'intégrité climatique étant ainsi placée au cœur de la stratégie.

Comment le fonds parvient-il à concilier croissance de l'activité et réduction des émissions?

Le savoir-faire de GEF Latam tient à l'alignement stratégique entre croissance de l'entreprise et réduction des émissions. Les principes de gouvernance climatique sont donc intégrés dès les premières étapes d'évaluation de l'investissement. Les accords d'investissement définissent explicitement les engagements climatiques de nos partenaires, qui sont rappelés et détaillés dans des PAES centrés sur le climat. Chaque entreprise faisant l'objet d'un investissement instaure un Comité de gestion durable, supervisé par des responsables spécialisés, afin d'assurer la parfaite intégration des objectifs de performance climatique dans les objectifs financiers, et pour en faire une valeur « durable ».



75%

des ressources de GEF Latam sont allouées à l'atténuation des changements climatiques, en accordant la priorité à des projets transformateurs dans les énergies renouvelables, à des solutions de pointe en matière d'efficacité énergétique, ainsi qu'à des initiatives novatrices en économie circulaire.

Comment les allocations du fonds se répartissent-elles entre adaptation et atténuation climatiques?

Actuellement, l'allocation stratégique concerne majoritairement l'atténuation, qui représente environ 75 % du portefeuille. La priorité est donnée aux projets d'énergie renouvelable transformateurs, aux solutions innovantes d'efficacité énergétique et aux initiatives pionnières d'économie circulaire. Les 25 % restants sont investis dans l'adaptation climatique, notamment la résilience des infrastructures critiques, par exemple pour des systèmes avancés de gestion de l'eau ou d'assainissement. Fort de son engagement en faveur de la résilience climatique, le fonds vise à accroître fortement ses investissements d'adaptation, afin de répondre à l'urgence des défis environnementaux émergents.

De quels indicateurs le fonds se sert-il pour suivre sa performance climatique?

Pour les projets d'atténuation, les indicateurs sont les émissions évitées, l'inventaire exhaustif des émissions, l'adoption d'énergies renouvelables, la consommation d'eau, et l'efficacité de traitement des déchets. Les indicateurs d'adaptation évaluent quant à eux les bénéfices concrets en termes de résilience (notamment la protection renforcée des bénéficiaires face aux impacts climatiques), les superficies de terres restaurées, et les volumes d'eau économisés. Ce vaste ensemble de données alimente un tableau de bord dynamique, régulièrement mis à jour et vérifié en externe pour garantir sa fiabilité.

Quels sont les secteurs les plus prometteurs pour la finance climat dans un avenir proche?

Au Brésil, l'agriculture durable et la gestion raisonnée des sols sont au cœur des stratégies climatiques et de développement, et offrent un potentiel considérable de transformation et d'impact. Le fonds suit de près l'essor très positif des bio-intrants, qui contribuent simultanément à la résilience économique (en réduisant la dépendance aux produits agrochimiques d'importation) et à la résilience climatique, par une meilleure santé des sols et une nette réduction des émissions. Le Brésil présente aussi un potentiel exceptionnel pour les énergies propres, puisqu'il génère plus de 82 % de son électricité à partir de sources renouvelables.

Une fois l'investissement réalisé, GEF aide les entreprises à produire un reporting carbone précis, à piloter en continu leur performance environnementale, et à poursuivre sans relâche leurs efforts de réduction de leur empreinte carbone en visant l'objectif de « zéro émission nette ».

Toutefois, sa forte dépendance à l'hydroélectricité, associée à l'inefficacité de certaines infrastructures, accroît sa vulnérabilité au stress climatique. Le développement de sources non hydroélectriques, comme le solaire ou l'éolien est essentiel pour garantir une résilience énergétique durable. Des opportunités majeures existent en outre dans la gestion avancée des eaux usées et des boues. Avec seulement 51 % de sa population actuellement reliée à des systèmes d'assainissement adaptés, le Brésil pourra, en s'appuyant sur des infrastructures innovantes, améliorer massivement la résilience de ses communautés, la santé publique et la pérennité de sa croissance économique.

Quels enseignements GEF Latam a-t-il tirés de ses investissements en matière climatique?

Selon notre expérience, il est essentiel d'évaluer les risques liés au climat de façon spécifique à chaque région, et d'intégrer très tôt la gouvernance climatique dans le processus d'investissement. Cela repose sur plusieurs axes. Il faut tout d'abord privilégier le prisme régional. Le changement climatique est un phénomène éminemment local, qui crée des risques et des opportunités propres à chaque région. Si l'on s'appuie seulement sur la comparaison à des références internationales, on peut donc passer à côté de certains risques ou d'opportunités. Les indicateurs exclusivement bâtis sur des référentiels européens de transition climatique omettent ainsi souvent des besoins d'adaptation ou des vulnérabilités de chaîne d'approvisionnement qui sont spécifiques à l'Amérique latine. Comme nous l'avons vu, il est essentiel aussi d'intégrer en amont la gouvernance climatique aux objectifs. Autrefois, la prise en compte de critères ESG et de cadres de gouvernance climatique après la décision d'investissement pouvait induire une adoption moins rapide et des résistances de la part des équipes dirigeantes. Aujourd'hui, l'intégration de cette gouvernance aux tous premiers stades d'un projet est devenue une priorité. Elle renforce l'engagement des dirigeants, favorise l'identification rapide des risques et des opportunités climatiques et, *in fine*, améliore les résultats de l'investissement.

Le partenariat avec Proparco renforce considérablement la crédibilité de GEF Latam, lui permettant de mobiliser des financements climatiques supplémentaires, de la part d'investisseurs institutionnels et privés.

En quoi les conditions géopolitiques actuelles influencent-elles l'investissement climatique au Brésil?

En matière d'investissement climatique, le Brésil jouit d'un avantage stratégique dans la mesure où il bénéficie de la croissance de la demande mondiale pour les énergies renouvelables, les matières premières durables et les minerais critiques. Son potentiel en tant que candidat à la diversification des chaînes d'approvisionnement vient encore renforcer cet attrait stratégique. Son rôle actif dans des instances internationales comme le G20 ou la COP30 consolide sa crédibilité et son attractivité en matière de financements climatiques internationaux. Cela dit, les incertitudes macroéconomiques mondiales et les défis intérieurs qui persistent dans le pays créent, pour le capital, un empilement de risques qu'il convient d'aborder avec prudence.

Quelles répercussions l'investissement de Proparco a-t-il pu avoir sur la mobilisation de financements climatiques additionnels?

Le partenariat avec Proparco² renforce considérablement la crédibilité de GEF Latam, lui permettant de mobiliser des financements climatiques supplémentaires, de la part d'investisseurs institutionnels et privés. Ses diligences climatiques rigoureuses, ses normes de reporting exigeantes et son expertise dans l'accompagnement technique ont contribué à affiner en interne les référentiels d'évaluation d'impact de GEF Latam, en adéquation étroite avec les engagements climatiques mondiaux. Le rôle proactif de Proparco a également permis d'attirer des investissements issus d'institutions comme l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ou la Banque brésilienne de développement (BNDES), mais aussi d'éveiller l'intérêt de plusieurs investisseurs institutionnels, avec qui nous sommes actuellement en discussions pour qu'ils deviennent nos partenaires. Cette collaboration renforce la capacité de GEF Latam à s'engager sereinement dans des secteurs pionniers en matière climatique, notamment les matériaux critiques. Elle le positionne comme un acteur de premier plan dans l'investissement innovant à fort impact climatique.

² En 2022, Proparco a réitéré son partenariat avec GEF, pour un investissement de 25 millions de dollars dans GEF Latam Climate Solutions Funds III.

Action climatique : les 5 points forts du fonds GEF Latam

1 Une bonne connaissance de l'Amérique latine

Cette expertise assure une réelle compréhension des risques, un repérage pointu des opportunités climatiques et une forte contextualisation des stratégies d'investissement.

2 L'un des fonds pour le climat les plus anciens et les plus importants de la région

GEF Latam est adossé à une plateforme internationale, avec des bureaux en Inde et aux États-Unis et un portefeuille de plus de 40 investissements à fort enjeu climatique.

3 Une gouvernance intégrée des thématiques du développement durable

La gouvernance du fonds est alignée sur des normes internationales comme l'Accord de Paris ou le 2X Challenge, et prend en compte les enjeux climatiques, de la due diligence jusqu'au débouclage.

4 Un fonds dédié au climat axé sur les vecteurs de la transition, pour l'atténuation comme pour l'adaptation

GEF Latam vise les énergies propres, l'utilisation durable des terres et les solutions de résilience en environnement urbain.

5 Un rôle de catalyseur pour la mobilisation du capital

Ce rôle se traduit par la capacité du fonds à attirer des investisseurs institutionnels et privés avec des thèses crédibles, pour un impact élevé.

#2 Comment saisir les opportunités de financement de l'atténuation et de la décarbonation ?



Si la finance durable n'est plus une option, elle doit aujourd'hui se diffuser à l'ensemble des acteurs économiques.

Banques et fonds d'investissement le savent. Pour transformer l'élan naissant de la finance climat en résultats concrets, ils doivent relever trois défis clés : légitimité, confiance et accès simplifié à des solutions adaptées. Tout en maîtrisant les risques et en préservant leur rentabilité, ils doivent se familiariser à la durabilité et l'adopter en profondeur, nouer des partenariats stratégiques et intégrer de nouveaux indicateurs. Ils doivent surtout faire de l'innovation un moteur, afin de convertir les défis climatiques en opportunités de croissance, d'impact et de leadership, pour un développement vraiment durable.

La finance durable en action : quand les acteurs financiers transforment leur modèle

Pour renforcer leur action en faveur de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets néfastes, les institutions financières se réforment. Elles repensent leurs processus, leurs produits et les conditions d'accès à leurs services pour amplifier la décarbonation. Toutes celles qui sont engagées dans cette démarche partagent des points communs : un engagement interne fort, la conviction de trouver dans ce nouveau cadre de véritables opportunités d'affaires, la reconnaissance du rôle essentiel des institutions de financement du développement (IFD) dans le passage à l'échelle. La priorité est souvent donnée aux petites et moyennes entreprises, qui constituent le cœur de l'économie réelle.

Malgré des contextes économiques, sociaux, géographiques et géopolitiques très différents, de nombreuses institutions financières adoptent des approches semblables pour proposer des produits de financement responsables à la fois pratiques et commercialement viables. L'importance de l'engagement interne est un point commun à toutes ces institutions. « First Rand a décidé d'intégrer la prospérité partagée dans son cadre stratégique. Cela a émergé pendant la période du Covid. Pour l'équipe dirigeante, il devenait de plus en plus difficile de dire "nous prospérons" quand notre pays, lui, ne le faisait pas », révèle **Bhulesh Singh, trésorier du groupe sudafricain First Rand Bank**. La banque a donc revu ses priorités pour mieux contribuer au bien-être de la société, et « non plus seulement générer du profit ». « Nous sommes dépositaires d'une immense quantité d'épargne des citoyens du pays. Et nous nous sommes demandés : que la société souhaiterait-elle que nous fassions de toute cette épargne ? »



Tester et acculturer en interne

Au Costa Rica, la trajectoire de Banco Promerica repose, elle, sur un double mouvement : un engagement fort de la direction générale et la mobilisation des champions verts locaux. **Michelle Espinach, Sustainable Bank Manager de Banco Promerica Costa Rica** (lire son interview p. 36), explique : « Nous avons fait du financement vert avant même que l'expression le mot existe, sans taxonomie, et avec le soutien d'IFD comme Proparco. » Le choix d'adhérer à la Net Zero Banking Alliance¹ a marqué un tournant : « Les banques qui ont signé cet accord ont pris des risques, car décarboner un portefeuille est une tâche complexe. Mais un client plus responsable est aussi plus rentable, donc plus solvable. Tout le monde y gagne ». Michelle Espinach plaide pour un rôle plus offensif des institutions financières : « Nous devons utiliser notre capacité à financer l'économie au service du bien commun. Si toutes les banques décidaient de ne plus financer les plus gros pollueurs, cela changerait notre pays instantanément. »

La conviction des banques est que pour vendre la durabilité, il faut l'incarner. « Car si tout le monde dans l'institution comprend ce qu'est la durabilité, alors on peut la vendre. Sinon, on ne peut pas pénétrer le marché », estime **Alex Mantua, directeur général de ProCredit en Géorgie**. Ce groupe, dont les actifs sont majoritairement dédiés aux petites et moyennes entreprises du pays, a ainsi choisi depuis 2010 de former chaque année ses 450 employés : « une seule fois ne suffit pas, il faut

Nous sommes dépositaires d'une immense quantité d'épargne des citoyens du pays. Et nous nous sommes demandés : que la société souhaiterait-elle que nous fassions de toute cette épargne ?

Bhulesh Singh, trésorier du groupe sudafricain First Rand Bank

répéter. » En parallèle, la banque a d'abord mis en œuvre elle-même les solutions qu'elle voulait commercialiser. « En 2015 ou 2016, quand j'ai demandé à mes collègues de proposer un projet de panneaux solaires pour notre siège, le temps de retour sur investissement (TRI) était de 25 ans. Ce n'était pas possible. Puis le coût a baissé, et en 2019-2020, nous avons de nouveau évalué le temps de retour sur investissement. Une fois descendu à 9 ans, nous nous sommes dit : maintenant, on le fait », raconte-t-il. Tester en interne a rendu l'offre plus convaincante pour les clients, même s'il a fallu encore réduire le TRI à 7 ans maximum. En intégrant subventions et taux d'intérêt réduits, ProCredit a ainsi calibré son modèle et lancé un écoprêt pour l'installation de panneaux solaires destiné aux PME, avec un processus d'approbation automatique fondé sur les données financières et la surface disponible. Il a aussi encouragé l'électromobilité en remplaçant tout d'abord sa propre flotte, puis en facilitant de la même façon des prêts permettant d'y accéder.

¹ Ce programme lancé en avril 2021 dans le cadre de l'Initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP-FI) rassemble 43 banques engagées pour aligner leurs investissements et portefeuilles sur les l'objectif zéro émission nette d'ici 2050.

Nous devons utiliser notre capacité à financer l'économie au service du bien commun. Si toutes les banques décidaient par exemple de ne plus financer certains véhicules polluants, notre pays changerait du jour au lendemain.

Michelle Espinach, Sustainable Bank Manager de Banco Promerica Costa Rica

Produits accessibles pour faciliter la décarbonation

Le groupe Kenya Commercial Bank (KCB), membre de la Net Zero Banking Alliance, fait preuve du même état d'esprit proactif. Comme le précise **Eric Naivasha**, responsable Finance durable pour le groupe, KCB a identifié dans un premier temps trois cibles d'action prioritaires : le transport, l'immobilier commercial et les prêts aux entreprises. « 90 % de nos émissions viennent des camions. Nous avons donc développé une stratégie de décarbonation par segment : deux-roues, véhicules légers, poids lourds... » La trajectoire adoptée par KCB prévoit que 60 % des nouveaux financements de véhicules se porteront sur une motorisation électrique d'ici 2040, avec un arrêt total des prêts pour les véhicules thermiques au-delà. Plus globalement, le groupe vise 25 % de portefeuille vert d'ici deux ans, soit 5 à 10 milliards de dollars d'investissements. Mais Eric Naivasha insiste : la réussite dépend moins des plans que des compétences humaines. « Tant que nos chargés de clientèle ne comprendront pas la stratégie, elle restera sur le papier. Il faut former le personnel, mais aussi les clients, jusqu'au petit agriculteur qui ignore que le dérèglement climatique réduit ses récoltes. » Pour lui, la transition doit devenir un levier d'opportunités et concerne tout aussi bien l'irrigation et les serres, que la mise en place globale d'une agriculture résiliente.

Tout cela représente un investissement de 400 000 à 500 000 dollars seulement. Nous avons déjà évité l'émission de 26,1 tonnes de CO₂ avec seulement 120 tricycles. Imaginez l'impact avec des dizaines de milliers.

Abubakar Suleiman, directeur général de Sterling Bank

Mais pour qu'elle puisse pleinement jouer ce rôle, il faut rendre accessible (localement) l'offre de financements durables. C'est d'ailleurs une autre exigence commune aux institutions. Les actions de Sterling Bank au Nigéria l'illustrent : en 2024, celle-ci a financé l'achat d'une flotte de 120 tricycles électriques pour soutenir l'entrepreneuriat et la mobilité des femmes à Kano, ville de 14 millions d'habitants. « Le but était de fournir aux femmes un moyen de transport, non seulement qu'elles possèdent mais aussi qu'elles ont cocréé, qui soit économiquement viable et qui améliore l'économie locale », confie **Abubakar Suleiman, directeur général de Sterling Bank**. Aujourd'hui, la flotte, équipée de batteries interchangeables alimentées par énergie solaire, totalise 450 000 kilomètres parcourus. « En trois jours, un conducteur peut gagner l'équivalent d'un salaire mensuel minimum », chiffre-t-il. Et d'ajouter : « Tout cela représente un investissement de 400 000 à 500 000 dollars seulement. Nous avons déjà évité l'émission de 26,1 tonnes de CO₂ avec seulement 120 tricycles. Imaginez l'impact avec des dizaines de milliers ; à grande échelle, cela ne nécessitera pas de subvention. »

Vers un passage durable à l'échelle

Et les banques le soulignent : la mise à l'échelle exige de repenser autant les objectifs, les organisations que les outils opérationnels. Face aux enjeux mondiaux comme face à leurs contextes locaux, la transition énergétique n'est pas une simple formalité : elle est une condition de pérennité autant qu'un levier de compétitivité.

Mais cela suppose de nouvelles stratégies commerciales, une gestion fine du risque et la transformation structurelle des économies qu'elles financent. Pour **Rachael Antwi, Head of Sustainability du groupe Ecobank** (lire son interview p. 66), le bilan de la banque reflète son engagement dans la finance climat : « Ce n'est pas une question de conformité, mais de survie – pour la banque et pour les économies dans lesquelles nous investissons. » Ecobank a lancé sa propre démarche, qui comprend l'analyse de portefeuilles, un plan de décarbonation avec une politique de sortie du charbon et le ciblage des secteurs à fort potentiel vert. « Notre ambition : mobiliser 5 milliards de dollars en six ou sept ans pour la finance climat. » Cette stratégie s'appuie sur une logique d'apprentissage continu : formation interne, audits de données et création d'un outil numérique ad hoc pour analyser et suivre les risques

physiques et de transition. Rachael Antwi pointe d'ailleurs la difficulté (et l'importance) d'obtenir des données fiables en Afrique et la nécessité d'un système de reporting intégré.

Eric Campos, directeur de l'Engagement sociétal de Crédit Agricole S.A., expose la complexité du développement durable dans un groupe dont les encours dépassent 1 000 milliards d'euros. « Le défi n'est pas de verdir nos encours, mais de verdir l'économie. » Depuis 2019, la stratégie climatique du groupe s'appuie sur un comité scientifique et sur l'engagement direct du président et du directeur général : « Sans soutien des instances dirigeantes, n'essayez même pas de mettre en place une stratégie climat. C'est totalement impossible. » L'enjeu est double : maintenir la performance financière tout en assumant la performance carbone. Entre 2020 et 2024, la banque a augmenté ses encours dans les énergies renouvelables de 140 % et réduit ceux des énergies fossiles de 40 % : « Il faut impérativement transformer la contrainte climatique en opportunité d'affaires. »

Dépasser les approches traditionnelles

Proactifs et volontaristes, les acteurs financiers qui s'engagent et rendent concrète la finance climat soulignent aussi les avantages qu'elles ont à pouvoir s'appuyer sur les institutions de financement du développement (IFD) comme Proparco. Le témoignage de **Hawshi Shawa, président du groupe Bank of Palestine** est très révélateur : « grâce à l'effet catalyseur des programmes de l'AFD et de Proparco, nous avons pu prêter davantage dans un contexte difficile ». Les projets Sunref I & II ont permis de financer des fermes solaires de 0,5 à 5 MW et, depuis 2018, plus de 50 millions de dollars de prêts verts ont été accordés aux PME pour améliorer leur efficacité énergétique. « Cela montre l'effet d'échelle rendu possible avec les bons programmes : une composante de réduction du risque, une composante de subvention, et surtout un accompagnement technique pour former nos équipes, sensibiliser les clients, et les inciter à adopter ces solutions », ajoute-t-il. Au-delà, quelle que soit leur géographie, toutes les banques soutiennent l'innovation (via des fonds de capital-risque, des pôles d'accélération, etc.) en encourageant de plus en plus les start-up engagées dans le développement durable. Objectif : libérer le dynamisme entrepreneurial souvent freiné par les procédures bancaires traditionnelles, pour encore accélérer la lutte contre le dérèglement climatique et impulser concrètement un développement durable.

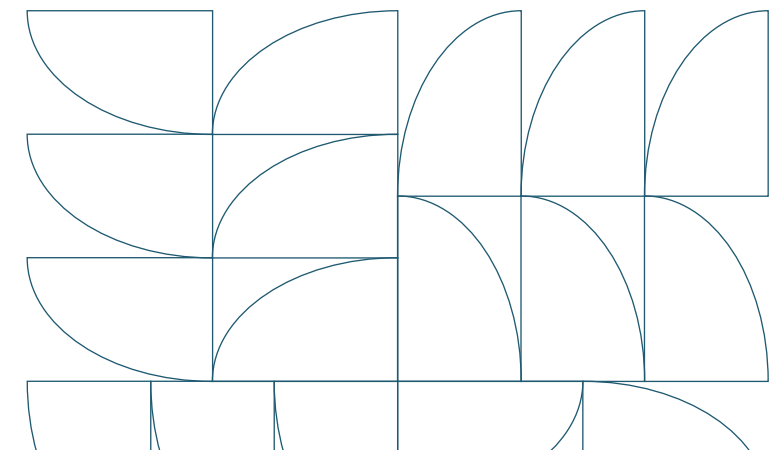
De la promesse au plan : bâtir une transition crédible

Passer à l'action en matière d'atténuation climatique nécessite une stratégie claire et un plan structuré pour repenser sa trajectoire de développement ainsi que ses arbitrages internes. « Un plan de transition n'est pas une stratégie annexe. Ce n'est pas un module RSE supplémentaire. C'est la façon dont une entreprise planifie la transformation de son modèle économique pour l'aligner sur un objectif fort de neutralité carbone à l'horizon 2050 », souligne **Ilaria Balletto, responsable de l'initiative ACT (Assessing Low Carbon Transition) à l'ADEME (Agence de la transition écologique)**. En France, ce référentiel, porté par l'ADEME, aide les entreprises à évaluer la faisabilité de leur trajectoire climatique, en structurant des objectifs cohérents, des moyens dédiés et des indicateurs vérifiables.

Le groupe Engie s'y est appuyé pour construire un plan aligné avec son objectif de neutralité carbone à l'horizon 2045. « Nous utilisons notre plan de transition pour définir les indicateurs clés (KPIs) de nos financements. Aujourd'hui, nous avons plus de 10 milliards d'euros de financements adossés à des objectifs clairs d'émissions, avec des cibles annuelles », détaille **Adrien Koenig, responsable Structured Finance chez Engie**.

En Géorgie, TBC Bank a engagé une démarche progressive. « Même si nous ne savions pas encore comment mesurer les émissions de notre portefeuille, nous pouvions commencer par faire quelque chose de compréhensible pour nos clients. Nous avons donc d'abord fixé un objectif de 30 % de financements durables », explique **Maka Bochorishvili, responsable RSE chez TBC Bank**. Pour l'atteindre, la banque a accompagné ses clients industriels les plus émetteurs y compris sur la conception de leurs produits grâce à une équipe d'ingénieurs intégrée à l'établissement.

Sur le continent africain, où l'évitement des émissions prime sur la réduction, Helios – société de capital-investissement dédiée à l'Afrique –, a développé une approche contextualisée. « Nous avons constitué une équipe pour mesurer et comparer les émissions selon les standards mondiaux en les adaptant à l'Afrique », précise **Tavraj Banga, Partner chez Helios Investment Partners**. Une usine nigériane de transformation de tomates, auparavant dépendante des importations chinoises, a ainsi pu relocaliser toute sa chaîne logistique. Ce repositionnement stratégique a permis de réduire l'empreinte carbone, de sécuriser les approvisionnements pendant la pandémie et d'améliorer la rentabilité. Un exemple concret où la transition climatique agit comme levier économique.





E-mobilité : sur la route de la dette pour passer à l'échelle

Faire passer le secteur de la mobilité électrique à l'échelle exige de mobiliser la dette. C'est le message véhiculé par trois représentants d'investisseurs majeurs dans la décarbonation de véhicules en Afrique, en Inde et en Amérique latine.

La grande bascule vers la mobilité électrique et la décarbonation massive qui en résultera ne pourra pas se financer avec le seul concours des capitaux propres. Ce constat est partagé par de nombreux acteurs du secteur à travers le monde, à commencer par **Nijhad Jamal, Managing Partner chez Equator VC**. Cette société de capital-risque investit dans des start-up technologiques en Afrique. « Nous avons besoin de financements spécifiques pour le fonds de roulement et le financement des stocks », explique celui dont la société a été

parmi les premiers investisseurs dans Roam Electric, une entreprise africaine pionnière de motos électriques au Kenya. « Nous avons besoin que les banques et les institutions financières non bancaires débloquent de la dette en monnaie locale pour permettre le financement des consommateurs [prêts, LOA, abonnements, pay-as-you-go, etc.]. » Pour faire passer le secteur de l'e-mobilité à l'échelle, la dette doit aussi servir à financer le coût de production des batteries, les infrastructures de recharge, proposer des subventions et de l'assistance technique pour aider à l'innovation et au développement de nouveaux marchés.

Pour ceux qui investissent dans le secteur de l'e-mobilité, les défis sont nombreux. **Felipe Pinto est Managing Partner de Patria** ; le principal gestionnaire d'actifs autonome en Amérique latine a décidé d'investir dans le business « aux fondamentaux très solides » de l'e-mobilité, en particulier sur le marché des camions et camionnettes destinés aux livraisons

urbaines dans plusieurs pays d'Amérique latine. Après un démarrage prometteur de l'activité se pose la question du passage à l'échelle : il faut œuvrer pour « la création d'un nouveau secteur, donc le développement de l'écosystème, de la chaîne de valeur, de la chaîne d'approvisionnement. Mais si vous voulez faire cela entièrement en fonds propres, c'est impossible. »

L'exemple de Battery Smart en Inde

Cependant, les bénéfices potentiels sont considérables : **Souleymane Ba, Partner chez Leapfrog investments**, témoigne l'importance stratégique du secteur. En Inde, Leapfrog a investi dans Battery Smart, le plus grand fournisseur indien de batteries en libre-service pour les véhicules électriques à deux et trois roues, offrant aux conducteurs une mobilité pratique, bon marché et à faible émission de carbone. Un enjeu essentiel dans un pays où les émissions carbone de ces véhicules représentent jusqu'à 30 % des émissions totales dues aux transports.

« Pourquoi avons-nous investi dans le secteur de l'e-mobilité ? interroge Souleymane Ba. Tout ce que nous faisons doit d'abord avoir un impact climatique positif. Mais aussi : est-ce que le produit

permet au client final d'économiser de l'argent ? En tant qu'actionnaire, allez-vous gagner de l'argent ? Et enfin, le dernier critère est la structuration de l'opération : pourrions-nous sortir de l'investissement et obtenir un bon rendement ? » Depuis son lancement en 2020, Battery Smart a atteint environ 45 000 utilisateurs via un réseau de 1 000 stations d'échange de batteries dans 30 villes en Inde, avec 120 000 batteries en circulation.

Une success story rendue possible grâce à l'appui de Leapfrog. Mais dans d'autres contextes où l'equity ne suffit pas, la mobilisation de dette auprès d'acteurs privés peut être un parcours du combattant. Notamment « dans de nombreux marchés africains où les banques font des marges bien plus élevées en prêtant au gouvernement plutôt qu'au secteur privé », alerte Nijhad Jamal. Et le Managing Partner d'Equator de résumer : « La demande est là. La technologie est là. Les marges deviennent respectables. Les différents acteurs de la chaîne de valeur se rassemblent et collaborent. Il manque juste le capital non-equity pour aider à soutenir les différentes parties du modèle. » La dette est bien le moteur nécessaire pour faire passer l'e-mobilité à l'échelle.

Au Nigéria, Proparco accompagne First Bank dans le développement d'une stratégie climat

En 2022, Proparco a accordé un prêt et un accompagnement technique de deux ans à First Bank Nigeria pour soutenir l'intégration des principaux enjeux climatiques à sa stratégie et à ses opérations. La banque a ainsi lancé plusieurs chantiers en parallèle :

- estimation de ses émissions de gaz à effet de serre (opérationnelles et financées) ;
- analyse des risques climatiques physiques et de transition auxquels son portefeuille est exposé ;
- analyse des principales opportunités de finance climat concernant l'atténuation sur le marché nigérian ;
- formation du personnel de la banque ;
- intégration de ces différents enjeux climatiques à ses procédures et stratégies existantes.

Grâce à ces efforts, First Bank dispose aujourd'hui d'un niveau de référence concernant ses émissions opérationnelles et financées sur lequel elle peut baser ses objectifs de décarbonation. Elle a aussi pu développer des modules de formation aux enjeux climatiques pour son personnel ainsi qu'un cadre d'analyse des risques climatiques pour ses opérations. Ce travail a également permis à la banque de commencer à réfléchir au développement de produits financiers verts ou encore au rôle qu'elle pourrait jouer dans la transition de ses clients les plus émissifs.

Ce projet pilote, qui a impliqué de nombreuses équipes de la banque, a mis en lumière les étapes nécessaires pour que les enjeux climatiques soient intégrés au sein d'une organisation. Il a aussi montré qu'il est indispensable – et très vite profitable – de le faire.



Soutenue par Banco Promerica, la coopérative Coopeidia - spécialisée dans la culture de canne à sucre - a été créée en 1982 dans la province d'Alajuela au Costa Rica.

MICHELLE ESPINACH

Michelle Espinach est *Sustainable Bank Manager* de Banco Promerica Costa Rica, où elle dirige la stratégie de durabilité de l'établissement. Elle a été à l'origine d'avancées majeures, notamment l'émission de la première obligation durable en Amérique centrale. Sous sa direction, Banco Promerica est devenue l'une des premières banques du pays à signer les Principes pour une banque responsable des Nations unies (UN Principles for Responsible Banking) et à participer à la Net-Zero Banking Alliance. Michelle contribue également aux efforts de durabilité au niveau régional, en tant que membre du Comité technique de Durabilité du groupe Promerica. Forte de plus de 30 ans d'expérience dans le secteur bancaire et dans les relations avec les institutions financières de développement, elle s'engage à faire progresser des solutions concrètes basées sur les résultats dans le domaine de la finance durable.



Entretien avec

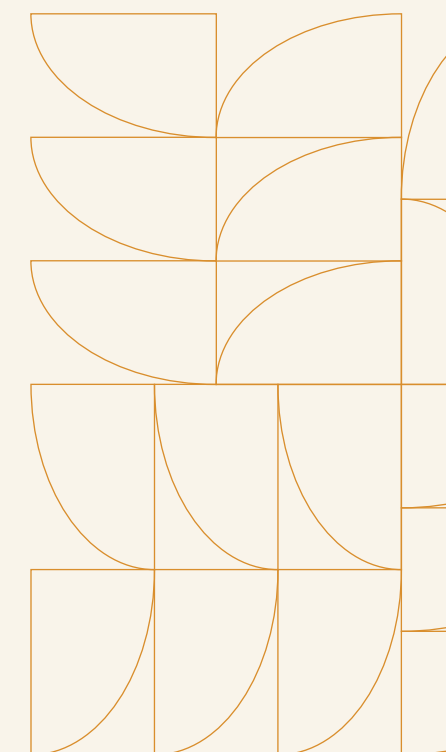
Michelle Espinach, Sustainable Bank Manager de Banco Promerica Costa Rica

Pour Banco Promerica, la construction écologique est essentielle à un avenir bas carbone

Banco Promerica Costa Rica s'engage à orienter les capitaux vers des projets à fort impact, favorisant la création de valeur environnementale et sociale, tout en garantissant la performance financière. En finançant des projets de construction répondant aux normes de certification écologique ou intégrant des technologies et matériaux à haute efficacité énergétique, Banco Promerica Costa Rica contribue directement à la réduction des émissions et de la consommation des ressources, tout en préparant le secteur aux futurs défis.

Comment Banco Promerica Costa Rica intègre-t-elle la durabilité dans sa stratégie de croissance?

La durabilité est au cœur de notre stratégie d'entreprise, notamment dans la manière dont nous gérons l'intermédiation des ressources. Plutôt que de considérer la durabilité comme une initiative distincte, nous l'intégrons dans toutes nos opérations financières. Un indicateur clé que nous suivons est le ratio de notre portefeuille durable par rapport au portefeuille total (hors cartes de crédit), reflétant ainsi notre engagement à orienter les capitaux vers des projets à fort impact. Nous définissons des objectifs annuels précis pour ce ratio, en veillant à ce que chaque fonction contribue à la réalisation des objectifs de durabilité. Cette approche nous permet d'orienter notre portefeuille vers des secteurs et des clients qui favorisent la création de valeur environnementale et sociale, tout en maintenant la performance financière.





Comment Banco Promerica Costa Rica mesure-t-elle l'impact environnemental positif de ses opérations financières?

Nous évaluons les impacts en utilisant des indicateurs adaptés à l'usage des fonds. Dans le cas des prêts à impact social, tels que ceux destinés aux PME, nous recueillons des données sur le nombre d'emplois soutenus – ventilées par genre – afin de mieux analyser notre contribution

L'assistance technique de Proparco a joué un rôle essentiel dans le renforcement de nos capacités de gestion des risques climatiques. Grâce à ce soutien, nous avons pu développer une cartographie complète de l'ensemble de notre portefeuille.

à une croissance inclusive. Lorsqu'il s'agit de financer l'installation de panneaux solaires, nous mesurons la quantité d'énergie renouvelable produite. Nous finançons par exemple le Parque La Libertad, situé à San José. Il s'agit d'un pôle communautaire majeur dédié à la promotion du développement durable, de l'éducation environnementale et de l'inclusion sociale. En juin 2025, le Parque a inauguré un projet d'installation de 184 panneaux solaires, visant à réduire ses coûts énergétiques ainsi que son empreinte carbone. Cette initiative devrait permettre des économies annuelles supérieures à 18 000 dollars et éviter l'émission de 45,5 tonnes équivalent CO₂ chaque année.

Quelle a été la contribution de l'appui technique fourni par Proparco?

L'assistance technique de Proparco a joué un rôle essentiel dans le renforcement de nos capacités de gestion des risques climatiques. Grâce à ce soutien, nous avons pu développer une cartographie complète de l'ensemble de notre portefeuille, en utilisant un scénario climatique pessimiste pour identifier les risques physiques et de transition. Cet outil nous a apporté des informations cruciales sur notre exposition et notre résilience, nous permettant ainsi d'aligner plus efficacement notre stratégie avec les objectifs climatiques. Par ailleurs, ce projet nous a aidés

REPÈRES

GROUPE PROMERICA

Depuis plus de 35 ans, le groupe Promerica promeut un modèle bancaire fondé sur la relation de proximité, en proposant des produits et services dans neuf pays : Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama, République dominicaine, Équateur et Îles Caïmans. Banco Promerica Costa Rica, filiale du groupe Promerica, s'est imposée comme une pionnière de la finance durable et de l'innovation, en soutenant des pratiques bancaires plus responsables et la transition vers une économie plus inclusive et résiliente.

à mettre en place un processus d'évaluation des clients, avec des analyses approfondies portant sur trois secteurs particulièrement vulnérables : l'agriculture, l'immobilier et le tourisme. Ainsi, la cartographie des risques et les outils d'évaluation nous aident à accompagner nos clients dans leur propre transition climatique. Nous travaillons à intégrer ces outils et méthodologies dans nos processus de crédit et à élargir leur application à davantage de secteurs.

Promerica envisage-t-elle d'étendre son portefeuille de prêts verts?

C'est en effet au cœur de notre stratégie pour les cinq prochaines années. La réalisation de nos objectifs de décarbonation dépend directement de notre capacité à augmenter le volume de prêts verts. Pour atteindre cette ambition, nous concentrons nos efforts sur trois actions clés : développer des produits financiers innovants adaptés aux secteurs verts, renforcer les capacités internes – notamment chez nos chargés de prêts – et œuvrer activement à la transition de notre portefeuille global vers des activités bas carbone. Cela inclut l'identification d'opportunités auprès de clients existants ainsi que la prospection de nouveaux clients alignés sur nos propres pratiques durables ainsi que sur celles de nos clients actuels.

En quoi le renforcement du portefeuille de construction verte s'inscrit-il dans votre objectif plus large de transition bas carbone?

Le renforcement de notre portefeuille vert constitue une étape clé dans notre stratégie de transition bas carbone. L'immobilier et les prêts hypothécaires résidentiels représentent 25 % de notre portefeuille – et des émissions nationales – ce qui rend la promotion de pratiques de construction durable indispensable à la réalisation des objectifs climatiques. En finançant des projets répondant aux normes de certification écologique ou intégrant des technologies et matériaux à haute efficacité énergétique, nous contribuons directement à réduire les émissions et à préserver les ressources. Parallèlement, nous accompagnons nos clients – promoteurs, PME de la chaîne de valeur et propriétaires – dans l'adoption de pratiques plus vertueuses.

5 étapes pour une stratégie de décarbonation efficace

Par Michelle Espinach

1 Donner la priorité aux portefeuilles clés

Se concentrer d'abord sur les secteurs les plus importants pour votre organisation et les plus exposés au changement climatique.

2 Développer des outils sectoriels spécifiques

Adapter les outils d'évaluation aux risques et opportunités propres à chaque secteur prioritaire.

3 Intégrer un « filtrage climatique »

Pour le reste du portefeuille, ajouter quelques questions clés permettant d'évaluer la préparation et l'exposition des clients au changement climatique

4 Former les équipes de première ligne

Doter les chargés de prêts et les analystes des connaissances nécessaires pour identifier risques et opportunités – ils sont « vos yeux » sur le terrain.

5 Ancrer la stratégie dans la prise de décision

Veiller à ce que les considérations climatiques soient intégrées dès le départ dans les évaluations du risque de crédit.

RE&UP, l'innovation circulaire au service de l'atténuation climat

À Gaziantep, dans le sud-est de la Turquie, le groupe SANKO révolutionne le domaine du recyclage textile. Sa filiale RE&UP, qui s'est associée à une entreprise française pour ses machines de production, combine technologies de pointe, performance industrielle et bénéfices environnementaux significatifs afin d'atténuer les impacts d'une industrie historiquement très polluante. Ce projet bénéficie d'un financement stratégique de 70 millions d'euros accordé par Proparco.

Entre les immenses ballots de déchets textiles engloutis par des lignes robotisées dernier cri, une discrète révolution est en cours, loin des podiums de la mode. Dans l'usine RE&UP de Gaziantep, le groupe SANKO, leader mondial de l'innovation industrielle, donne naissance à nouvelle génération du recyclage textile. Ici, ambitions écologiques et technologies de pointe se conjuguent à l'échelle industrielle pour transformer les déchets en matières premières hautement valorisées, et réinventer les règles de la mode circulaire.



Face au besoin impérieux d'atténuer les effets du changement climatique et la pression croissante sur les ressources naturelles, l'industrie textile doit se réinventer. Une urgence absolue à l'heure de la mode jetable, dans un secteur responsable d'environ 10 % des émissions mondiales de CO₂, où seulement 1 % des 100 millions de tonnes de déchets textiles sont recyclés à l'échelle de la planète.

Des déchets évités... et même réinjectés dans la production

C'est dans ce contexte que SANKO, via sa filiale RE&UP, a développé des procédés innovants pour transformer les déchets textiles – même complexes ou de piètre qualité – en fibres de nouvelle génération, prêtes à être recyclées dans l'industrie textile. Ce projet a bénéficié en 2024 d'un prêt de 70 millions d'euros accordé par Proparco pour soutenir l'innovation verte et lutter contre les émissions de carbone du secteur textile, participant ainsi activement à l'atténuation du changement climatique.

« Nous proposons une solution qui non seulement réduit l'impact environnemental en

évitant la mise en décharge et l'incinération des déchets textiles, mais les réinjecte également dans la production, contribuant ainsi à la vision globale d'une économie circulaire évolutive pour la mode », résume Andreas Dorner, le directeur général de RE&UP.

Les textiles bas de gamme enfin recyclés avec un procédé « unique au monde »

La technologie de recyclage exclusive développée par RE&UP est capable de traiter d'importants volumes de déchets textiles – y compris les mélanges complexes coton-polyester que l'on retrouve souvent dans les vêtements actuels. « Notre technologie permet de recycler aussi bien des matières à base de coton qu'à base de polyester, même lorsque ces derniers sont fortement mélangés », confirme Mahmut Bayram, ingénieur industriel chez SANKO. Avec l'apport du savoir-faire technique de l'entreprise française Andritz Laroche (voir article p. 45), ce processus industriel sans équivalent se décompose en plusieurs phases.

La première opération concerne le tri, la découpe et l'ouverture des fibres. La séparation physique des différents composants textiles permet ensuite d'éliminer ceux qui sont solides ou indésirables ; cette matière est ensuite humidifiée pour préserver les qualités initiales des fibres. Enfin, grâce à un procédé novateur de décoloration sans produits chimiques, le coton et le polyester sont séparés pour obtenir du coton et du polyester de nouvelle génération, avec une qualité et des performances comparables à celles des fibres vierges.

« Jusqu'à présent, il était impossible pour l'industrie du recyclage de traiter les textiles colorés et ceux qui sont mélangés », explique Mahmut Bayram. « La singularité de notre

innovation tient à ce qu'elle permet de décolorer les fibres et de séparer le coton du polyester tout en préservant leur intégrité. Nous produisons une fibre recyclée quasi neuve, prête à être réutilisée par l'industrie textile sans perte de qualité. »

Un procédé sans équivalent, rappelle Özde Demirturk, directrice de la finance durable du groupe SANKO : « C'est une première mondiale. Le procédé de RE&UP garantit la durabilité à long terme du coton et du polyester en redonnant de la valeur à des milliers de tonnes de déchets autrefois considérés comme non recyclables. » Et qui finissent trop souvent en montagnes de vieux textiles nocifs pour l'environnement, notamment sur les rivages de certains pays d'Afrique de l'Ouest.

Émissions de gaz à effet de serre, eau, énergie : une atténuation spectaculaire

Les résultats obtenus grâce à la technologie de RE&UP sont sans équivalent et permettent d'obtenir, si on les compare à la production conventionnelle de fibres vierges, des réductions significatives de la consommation d'eau et des émissions de CO₂. Cela s'accompagne d'une baisse drastique de la consommation énergétique, notamment grâce à l'installation d'une capacité de 33,5 mégawatts de panneaux photovoltaïques sur les sites industriels de RE&UP.

Proparco a participé au financement de la nouvelle usine de recyclage de textiles à majorité coton de Gaziantep, étape essentielle qui contribuera à atteindre l'objectif de 200 000 tonnes de capacité de recyclage mécanique que le groupe s'est fixé dès la fin 2026. L'ambition est ensuite d'atteindre 1 million de tonnes par an d'ici 2030, grâce à une expansion à l'international (voir interview du directeur général de RE&UP p. 44). Ce changement d'échelle repose sur un modèle industriel intégré, incluant non seulement le recyclage textile, mais aussi la valorisation de déchets plastiques (PET), la mise en place d'installations innovantes d'ultrafiltration pour réduire l'empreinte hydrique ainsi qu'une démarche volontariste de traçabilité des matières premières.

Le rôle prépondérant de Proparco et de l'expertise industrielle française

Proparco a joué un rôle clé dans la montée en puissance opérationnelle de RE&UP, en structurant une ligne de financement de 70 millions d'euros appuyée par une sous-participation de l'Agence française de développement de

Proparco a joué un rôle clé dans la montée en puissance opérationnelle de RE&UP, en structurant une ligne de financement de 70 millions d'euros appuyée par une sous-participation de l'Agence française de développement de 45 millions d'euros.

45 millions d'euros. Conçue pour offrir des conditions favorables, avec notamment des durées de financement reflétant l'ampleur des investissements, la facilité accompagne RE&UP dans le déploiement de sa technologie et l'expansion de son assise industrielle. Ce partenariat entre Proparco et SANKO, ambitieux et techniquement très en pointe, se distingue par sa forte adéquation avec des objectifs à la fois environnementaux et industriels. Il bénéficie en outre à la PME française Andritz Laroche, partenaire industriel et stratégique de RE&UP.

Au-delà des bénéfices constatés en matière d'atténuation climat, l'accord entre Proparco et RE&UP a aussi des retombées sociales significatives : il permettrait la création de plus de 200 emplois par an durant les cinq prochaines années, avec des conditions salariales supérieures au minimum légal. Le projet contribue également à l'égalité femmes-hommes en augmentant la proportion de femmes dans les emplois opérationnels. Grâce à ces engagements, RE&UP est ainsi labellisée 2X Challenge, le programme international destiné à orienter les capitaux vers des initiatives du secteur privé bénéficiant aux femmes.

Vers une industrie textile circulaire et durable

Avec ce projet, le groupe SANKO donne corps à une nouvelle vision industrielle, alliant l'innovation technologique à la responsabilité environnementale. Sur les fondements d'une solide coopération internationale entre la France et la Turquie, tant sur le plan industriel que financier, RE&UP constitue ainsi un banc d'essai grandeur nature pour une économie décarbonée de la filière textile. Et offre une solution concrète dans la lutte contre les causes profondes du changement climatique.



Özde Demirturk
Directrice de la finance durable du groupe SANKO

Le procédé de RE&UP garantit la durabilité à long terme du coton et du polyester en redonnant de la valeur à des milliers de tonnes de déchets autrefois considérés comme non recyclables.

Entretien avec

Andreas Dorner, directeur général de RE&UP

« Notre ambition : créer un réseau mondial de centres de recyclage textile circulaire »



Andreas Dorner
Directeur général de RE&UP

Le directeur général de RE&UP, Andreas Dorner, revient sur les défis techniques rencontrés, la stratégie d'expansion de la filiale du groupe SANKO, ainsi que sur le rôle prépondérant du partenariat avec Proparco.

Quels ont été les principaux défis rencontrés lors du développement du projet RE&UP ?

L'un des plus grands défis a été de créer un processus réellement circulaire capable de gérer les réalités des déchets textiles : des mélanges complexes, de la contamination, et une absence de standardisation dans les matériaux entrants. En parallèle, le cadre réglementaire évoluait (et évolue encore) très rapidement, ce qui a nécessité de développer une approche tournée vers l'avenir dès le départ pour aligner notre technologie avec la réglementation actuelle et future.

Comment avez-vous surmonté ces obstacles ?

La mobilisation des équipes de R&D et d'ingénierie a été essentielle à chaque étape du développement du projet. La qualité du dialogue avec les parties prenantes externes (marques, régulateurs et organismes de certification) a aussi été déterminante. Cette combinaison de capacité technique interne et d'ouverture vers l'extérieur nous a permis d'avancer rapidement.

Votre technologie est-elle facilement reproductible ?

Elle est conçue pour être modulaire et évolutive, ce qui signifie qu'elle peut être adaptée à des contextes locaux, tant en termes de matières premières que d'infrastructures. Nous sommes déjà en discussion avec des partenaires potentiels

sur différents marchés. Nous pensons qu'elle a un fort potentiel auprès d'acteurs locaux connaissant bien les flux textiles et les systèmes de collecte régionaux.

Quels sont vos projets de développement futurs ?

Notre prochaine étape est de nous développer à l'international, la France étant actuellement considérée comme le lieu de notre première implantation hors de Turquie. Nous continuons également à améliorer l'efficacité de nos procédés et à élargir la gamme des matériaux que nous pouvons traiter – en particulier les mélanges complexes. L'objectif à long terme est clair : créer un réseau mondial de centres de recyclage textile circulaire, capables de transformer les déchets locaux en ressources locales.

Comment le prêt de Proparco a-t-il contribué à l'industrialisation de RE&UP ?

Il nous a permis d'accélérer notre feuille de route industrielle, de poser les bases de nouvelles infrastructures et d'investir dans des systèmes capables de traiter des volumes plus importants de déchets textiles, sans compromettre la qualité ni la durabilité. Ce type de financement catalytique comble l'écart entre innovation et impact, nous permettant d'avancer plus vite tout en préservant notre intégrité environnementale.

Andritz Laroche, l'innovation à la française

La société française Andritz Laroche est un acteur majeur dans le domaine du traitement des fibres, des technologies de recyclage textile et des non tissés (matériau obtenu par assemblage de fibres textiles sans tissage ni tricotage). Fondée en 1926 à Cours-la-Ville, entre Lyon et Mâcon, l'entreprise est reconnue pour son expertise dans la conception de machines et de lignes complètes destinées au recyclage mécanique des textiles, notamment par effilochage.

Intégrée au groupe autrichien Andritz depuis 2021, Laroche dispose dans le Rhône d'un centre technique dernier cri permettant de tester et de valider des solutions techniques sur des lignes industrielles, un atout majeur pour le développement de projets innovants dans le domaine du recyclage textile.

C'est ce savoir-faire et cette capacité d'innovation qui ont permis à Andritz Laroche de s'associer au géant du textile SANKO, quand le groupe turc a lancé sa nouvelle entreprise de technologie de recyclage RE&UP en 2023. Au total, SANKO a commandé à Laroche cinq lignes de recyclage mécanique.

Un savoir-faire au service de l'innovation textile

« Pour véritablement repousser les limites, il est essentiel de collaborer avec des entreprises qui possèdent également une expertise dans leurs domaines de spécialisation », explique Andreas Dorner, directeur général de RE&UP. « Andritz Laroche possède une expertise dans l'industrialisation durable des technologies de recyclage textile et a obtenu d'excellents résultats. Nous savions qu'en unissant nos forces, nous pourrions contribuer à un changement majeur dans le secteur. »

Pour ce projet, le défi consistait à garantir que la technologie déployée soit parfaitement adaptée aux besoins de RE&UP, et que le processus de configuration de la machine se déroule de manière optimale.

Extrême adaptation aux demandes des clients

« Nous vendons un projet, pas seulement des machines », précise Francis Elias Junker, directeur sectoriel des ventes pour Andritz Laroche. « Une fois la machine livrée, nous l'installons, observons son fonctionnement sur site et l'adaptions en détail pour qu'elle fasse exactement ce pour quoi elle a été vendue. Car chaque ligne de production est un projet unique. Nous assurons d'ailleurs la fabrication des équipements sur notre site historique de Cours-la-Ville ; c'est l'héritage d'un siècle de savoir-faire artisanal dans l'industrie, au sens noble du terme. »

« Nous travaillons avec la technologie d'Andritz Laroche pour relever ce défi ensemble », complète Andreas Dorner. « Alors que nous continuons à développer RE&UP à travers le monde, nous comptons sur Andritz Laroche pour un soutien supplémentaire afin que RE&UP puisse répondre aux besoins de nos clients à l'échelle globale. »

Après la mise en place réussie de l'usine pilote en Turquie, de futurs pôles RE&UP de recyclage de biens de consommation seront en effet créés en Europe, en Asie et en Amérique, démultipliant ainsi des solutions complètes pour le recyclage des textiles et la circularité de cette industrie à travers le monde.



Laroche dispose dans le Rhône d'un centre technique de 2 000 m² équipé des dernières technologies mises au point par l'entreprise.

#3 Le financement de l'adaptation face au risque climatique



La mobilisation des ressources pour l'adaptation entre dans une phase cruciale.

Le secteur privé détient un rôle central dans la construction de la résilience climatique, à condition d'intégrer pleinement l'adaptation dans sa stratégie économique et de gestion des risques. En orientant les investissements vers des infrastructures durables, des chaînes d'approvisionnement robustes et des technologies résilientes, les entreprises peuvent non seulement réduire leurs propres expositions, mais aussi contribuer à la stabilité des territoires où elles opèrent. Le financement privé devient alors un levier d'innovation : obligations de résilience, assurances paramétriques, financements mixtes ou partenariats public-privé permettent de transférer et de mutualiser les risques. Toutefois, le risque de maladaptation – c'est-à-dire de solutions qui aggravent les vulnérabilités à long terme – exige des approches concertées, combinant capital privé et mécanismes publics de partage et de réduction du risque.

Financer l'adaptation : anticiper les risques pour créer de la valeur

Pour être véritablement efficace, la contribution du secteur privé doit s'inscrire dans une logique d'équité et de long terme. Cela implique une tarification du risque qui reflète les coûts réels de l'exposition sans pénaliser les entités les plus vulnérables et les populations les plus fragiles, ainsi qu'une gouvernance partagée de la résilience entre entreprises, États et communautés.

En intégrant l'adaptation dans la planification stratégique, la conception des produits et la gestion opérationnelle, le secteur privé peut transformer la contrainte climatique en avantage compétitif. En agissant ainsi, il ne se contente pas de protéger ses actifs : il devient un acteur structurant de la résilience collective, contribuant à une économie capable d'absorber les chocs et de rebondir face aux incertitudes climatiques futures.

Un demi-million de personnes ont récemment été victimes de pluies diluviennes au Pendjab, le grenier de l'Inde. Des villages entiers ont été effacés de la carte en une minute.

Purvi Bhavsar, cofondatrice de Pahal Financial Services

Les risques climatiques, une réalité pour les infrastructures

Le dérèglement climatique fait peser une menace directe sur les infrastructures. En Ouganda, **Serengeti Energy**, producteur indépendant d'électricité actif dans neuf pays d'Afrique subsaharienne, a connu deux crues dites « centennales » en 2023. Résultat : plusieurs millions d'euros de dommages causés à ses deux centrales hydroélectriques situées sur la rivière Nyamwamba. « Lorsqu'un projet est au stade de développement, ces risques peuvent sembler abstraits », rappelle **Marian Grabowski, responsable des opérations commerciales**. Mais en pratique, « cela bouleverse complètement vos rendements et vos modèles financiers ».

« L'Inde est l'un des pays les plus menacés par le dérèglement climatique », **Purvi Bhavsar, cofondatrice de Pahal Financial Services (Inde)**, évoque les dégâts dans plusieurs États du sous-continent. « Un demi-million de personnes ont récemment été victimes de pluies diluviennes au Pendjab, le grenier de l'Inde. Des villages entiers ont été effacés de la carte en une minute. »

À l'Île Maurice, les effets du réchauffement climatique sont aussi déjà bien tangibles, détaille **Thierry Hebraud, PDG de la Mauritius Commercial Bank (MCB)** : montée du niveau de la mer (4,7 mm par an depuis 1987), inondations, cyclones, sécheresses et vagues de chaleur. « L'année dernière, un de mes collaborateurs a dû sortir par la fenêtre de sa voiture pour échapper à une inondation », raconte-t-il. Conséquence de ce bouleversement climatique pour l'île : une érosion accélérée des plages d'un pays qui dépend du tourisme et des services financiers pour la

moitié de son PIB. Les besoins d'investissements de l'Île Maurice sont colossaux : 6,5 milliards de dollars d'ici 2030, dont 4,5 milliards pour l'adaptation. « 65 % ne pourront être mobilisés sans soutien international », note-t-il.

De l'autre côté de l'Atlantique, au Brésil, l'État de Rio Grande do Sul a connu en 2024 ses pires inondations depuis 80 ans. Vinci Compass, gestionnaire d'actifs alternatifs, a alors vu 10 % des pylônes d'une ligne de transmission de 112 km, qu'il possède et exploite, s'effondrer. « Plusieurs actifs énergétiques exploités par différents opérateurs ont été touchés, et une partie de nos pylônes a été complètement détruite », raconte **José Guilherme Souza, directeur associé chez Vinci Compass**. L'assurance a couvert 90 % des pertes, mais « notre prime a plus que doublé l'année suivante, et de moins en moins d'assureurs acceptent de couvrir des actifs dans ce type de zones ».

Solutions et défis pour renforcer la résilience

Face à ces catastrophes, il ne s'agit pas seulement de réparer, mais d'anticiper. « Nous avons bénéficié d'un très bon soutien de Proparco grâce à un accord d'accompagnement technique, afin de mieux comprendre les facteurs en jeu », précise **Marian Grabowski de Serengeti Energy**. Et l'une des premières conclusions de l'étude conduite suite aux crues montre qu'un grand incendie survenu en 2012 à 4 000 mètres d'altitude dans la chaîne du Rwenzori a favorisé une arrivée massive de sédiments entraînés par les pluies. À cette altitude, la régénération forestière prend des années.

Serengeti Energy explore donc des solutions d'adaptation : surveillance accrue des sédiments, capteurs pour arrêter automatiquement les centrales, repositionnement de blocs rocheux. Le constat est clair : « il faut intégrer les incertitudes liées aux risques dès la sélection du site et former les équipes d'exploitation à les gérer », insiste **Marian Grabowski**. Mais la qualité des données reste un défi en Afrique, où « il n'y a parfois qu'une seule station météo avec 50 ans de données, pas forcément située près de l'actif ». Et d'ajouter : « Avec le dérèglement climatique, les données météo historiques ne permettent plus des projections fiables. »

En Inde, le potentiel économique de l'adaptation est « formidable », selon **Purvi Bhavsar**, notamment dans trois secteurs : l'agriculture (qui

Avec le dérèglement climatique, les données météo historiques ne permettent plus des projections fiables.

Marian Grabowski, responsable des opérations commerciales chez Serengeti Energy

fait vivre encore 60 % de la population indienne), les infrastructures et la santé. « Rien que dans l'agriculture, les besoins d'investissement pour l'adaptation atteignent 200 milliards de dollars d'ici 2030 – en particulier dans l'agritech et la weathertech, pour transmettre des informations météo en temps réel aux agriculteurs. » Et pour atteindre les plus vulnérables, le micro-financement communautaire est une solution à privilégier : « 99 % de nos clients sont des femmes, qui sont les plus exposées et les moins couvertes. Les efforts et les investissements requis dans ce segment particulier sont donc bien plus importants. »

Au Brésil, Vinci Compass a choisi de concevoir de nouveaux pylônes avec des fondations surélevées, et a créé le Vinci Climate Change Fund dédié aux infrastructures durables dites « greenfield » (autrement dit qui sont établies ex nihilo). « Nous avons développé, avec l'aide de nos investisseurs et de certaines institutions européennes de financement du développement, un cadre climatique pour évaluer et noter les risques avant tout investissement », explique **José Guilherme Souza**. Ce cadre génère des plans d'action ESG et des indicateurs de suivi. « L'objectif est d'avoir des négociations plus éclairées avec les banques, les assureurs et les contreparties contractuelles sur les risques ESG », ajoute-t-il.

Proparco encourage activement cette anticipation, qui peut rendre les actifs plus attractifs pour les acheteurs, les prêteurs, les gouvernements et les régulateurs. La réhabilitation de la route Transgabonaise par Meridiam illustre cette approche. « Ici, c'est la situation idéale : concevoir une nouvelle infrastructure greenfield et intégrer dès le départ les risques physiques liés au changement climatique », témoigne **Mete Saracoglu, directeur des opérations Afrique chez Meridiam**. Grâce à une évaluation détaillée des risques, le projet a intégré un drainage renforcé, des matériaux adaptés aux variations de chaleur et des sections surélevées.

Au total, ces adaptations ont représenté un surcoût de 20 millions de dollars sur un projet de 400 millions, soit environ 5 %. Mais « grâce à l'intervention de l'AFD et de Proparco, ce surcoût a pu être financé par un prêt climatique à des conditions très compétitives », relève Mete Saracoglu. « Ces coûts supplémentaires sont donc amortis sur la durée de la concession, ce qui réduit les risques. Reste à voir dans les 30 prochaines années comment cela se traduira en pratique. »

Démystifier le financement de l'adaptation : mesurer, tracer, répliquer

Les banques peuvent intégrer les risques physiques liés à la transition dans les procédures de crédit et les comités de portefeuille. C'est la solution choisie par Standard Bank, plus grand groupe bancaire d'Afrique, présent dans 21 pays. « Nous avons incorporé des indicateurs de risque climatique dans nos politiques environnementales et sociales », explique **Maureen Harrington, vice-présidente de Standard Bank**. « Mais l'essentiel est d'aider nos clients à répondre aux risques par des plans de transition crédibles ».

Nous avons développé, avec l'aide de nos investisseurs et de certaines institutions européennes de financement du développement, un cadre climatique pour évaluer et noter les risques avant tout investissement.

José Guilherme Souza, directeur associé chez Vinci Compass

Conscient du déficit massif de financement – « seulement 5 % des besoins d'adaptation sont couverts » – Standard Bank y voit « 95 % d'opportunités ». L'établissement s'est fixé des objectifs concrets : 2,3 milliards de rands (environ 135 millions de dollars) déjà prêtés à 845 agriculteurs pour soutenir l'agriculture intelligente. Maureen Harrington explique cette approche intégrée : « Nous aidons les agriculteurs à générer des crédits carbone pour atténuer leurs risques

et nous avons mis en place une plateforme de trading dédiée ». Elle plaide aussi pour un rôle plus fort des bailleurs : « Nous pouvons accepter le risque pays, mais comment atténuer - ou qui est prêt à payer pour, ou à assumer - le risque lié à la croissance des arbres ? Les donateurs et les institutions publiques doivent inventer des solutions pour les risques que les banques ne peuvent pas encore absorber. »

« De nombreux acteurs privés financent déjà la résilience climatique sans le savoir », observe **Paul Smith, consultant à l'Initiative financière du PNUE (UNEP FI)**. Cette invisibilité, selon lui, empêche d'identifier les bonnes pratiques et d'en évaluer la portée : « Le problème, c'est que si on ne sait pas suivre les flux, comment identifier des études de cas, et surtout comment les reproduire ? » L'UNEP FI, à travers son groupe de travail sur l'adaptation des Principes for Responsible Banking, a donc élaboré des guides opérationnels pour aider les banques à intégrer la résilience dans leurs portefeuilles, en se concentrant sur les secteurs les plus vulnérables comme l'agriculture et l'immobilier. L'objectif : « passer du risque à la valeur ». Deux leviers peuvent être distingués, selon Paul Smith : la « resilience of », c'est-à-dire la protection des actifs existants, et la « resilience through », qui consiste à financer des solutions permettant à d'autres acteurs de s'adapter (irrigation, systèmes d'alerte précoce, etc.). Il souligne : « Les banques pionnières dans ce domaine sont aussi celles qui apprennent le plus vite. C'est un processus circulaire : commencer petit, mais viser haut. »

Sur les questions d'adaptation, le secteur privé peut être très offensif, soutient Thierry Hebraud : « C'est lui qui fait tenir les économies en Afrique. MCB est déjà au cœur de la solution en finançant l'agriculture, les infrastructures, et la gestion de l'eau. Mais l'Afrique ne représente que 4 % des émissions pour 20 % de la population mondiale. Elle ne doit pas être abandonnée face à une crise qu'elle n'a pas créée. »

De nombreux acteurs privés financent déjà la résilience climatique sans le savoir.

Paul Smith, consultant à l'Initiative financière du PNUE (UNEP FI)

L'adaptation comme moteur de croissance durable

« Le plus grand risque est de ne pas prendre en compte les conditions climatiques futures lors de la conception d'un projet », prévient **Adèle Cadario, responsable mondiale Infrastructures et solutions fondées sur la nature au Global Center on Adaptation**. Sur le terrain, les exemples révélant le coût réel de l'inaction et les gains de la résilience se multiplient. L'an dernier à São Paulo au Brésil, des pluies torrentielles ont paralysé vingt-cinq lignes de transport et plongé des quartiers entiers dans le noir. « Nous avons constaté que, sans mesures d'adaptation, d'ici 2050, l'ensemble de ces risques pourrait réduire la valeur nette des actifs de 26 % dans le pire des scénarios. Avec l'adaptation, cette perte peut être ramenée à 4 %, en tenant compte du coût des mesures d'adaptation. », souligne **Karina Whalley, directrice du secteur public à AXA Climate**.

L'adaptation commence par l'évaluation des risques et la compréhension des vulnérabilités selon le lieu, le type d'actifs et d'activités, puis se poursuit par l'ajustement des produits financiers existants pour répondre aux besoins d'adaptation identifiés. Pour Adèle Cadario, « il ne s'agit pas seulement de voir comment le projet va impacter l'environnement, mais aussi comment les conditions climatiques futures et l'environnement vont, à leur tour, impacter les actifs et leurs opérations ». Selon elle, cette démarche peut supposer « un investissement initial plus élevé en capital, parfois de 10 à 20 %, mais cela permet de sécuriser les actifs et de prévenir

les dommages liés aux futurs événements climatiques. ». Elle peut même être génératrice de valeur.

Cette équation se vérifie à grande échelle en Inde avec Sahyadri Farms, société à responsabilité limitée, contrôlée par une coopérative qui fédère plus de 50 000 agriculteurs du Maharashtra en Inde (voir reportage page 57). Soutenue notamment par Proparco, l'entreprise a fait de la résilience le cœur de son modèle en intégrant des solutions telles que des semences résistantes, une irrigation intelligente, la gestion des déchets et l'utilisation des énergies renouvelables, etc. En quelques années, Sahyadri est devenue un fleuron de l'économie indienne avec des revenus agricoles en hausse de 60 %, des marges doublées et une position de leader à l'exportation malgré des variations climatiques extrêmes. Au-delà des résultats économiques, les petits agriculteurs ont gagné en autonomie, en revenus et en accès aux financements, tout en renforçant leur capacité à faire face aux aléas climatiques.

Pour Adèle Cadario, l'enseignement est clair : « Atteindre les communautés les plus vulnérables, celles qui sont déjà les plus touchées par le changement climatique, fait pleinement partie de l'agenda de l'adaptation. Cela demande aux institutions financières et aux intermédiaires de déployer des solutions spécifiques capables de toucher ces populations les plus vulnérables. C'est là que l'adaptation rejoint l'inclusion financière ».



🗣️ Entretien avec

Jean Boissinot, responsable de la direction « Étude et analyse des risques » à l'ACPR

Adaptation au changement climatique : un impératif économique et financier

Face à l'aggravation des impacts physiques du changement climatique, l'adaptation s'impose progressivement comme une priorité économique et financière. Longtemps perçue comme un renoncement à l'atténuation, elle devient aujourd'hui incontournable, y compris pour les banques centrales et les superviseurs.

Pourquoi l'adaptation est-elle devenue une priorité depuis quelques années ?

Il y a 10 ans, Mark Carney¹ prononçait un discours resté célèbre sur la « tragédie de l'horizon » : le drame du changement climatique, c'est que son impact était à l'époque relativement peu visible. Parce que le changement climatique était peu visible, au-delà de l'horizon des décideurs.

1 Économiste, banquier et haut fonctionnaire, Mark Carney est l'actuel Premier ministre du Canada et l'ancien Gouverneur de la Banque d'Angleterre, de 2013 à 2020.

JEAN BOISSINOT

Jean Boissinot est économiste et haut fonctionnaire. Actuellement responsable de la direction « Étude et analyse des risques » à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), il était auparavant (2021-2024) adjoint au directeur de la stabilité financière à la Banque de France et secrétaire général du NGFS (Network for Greening the Financial System, réseau collaboratif de banques centrales et d'autorités de supervision sur les enjeux climatiques et environnementaux). Avant de rejoindre la Banque de France en 2018, il a exercé différentes fonctions à la Direction générale du Trésor, au HM Treasury, à l'INSEE ou encore à l'OCDE.



Il n'y a pas d'adaptation sans stabilité climatique et pas de stabilité climatique sans être dans une situation « net-zéro ».

Au même moment et jusque récemment, il y avait également une réticence à parler d'adaptation. Mettre l'accent sur la préparation de nos économies et de nos sociétés au changement climatique était vu comme porteur du risque d'une renonciation à une action climat assez ambitieuse. Cette réticence n'est pas totalement infondée, d'autant plus que l'adaptation n'est pas une alternative à l'atténuation : il n'y a pas d'adaptation sans stabilité climatique et pas de stabilité climatique sans être dans une situation « net-zéro ».

La question de l'adaptation, avant d'être un enjeu de financement, c'est à quoi s'adapter et pourquoi s'adapter.

REPÈRES ACPR

Adossée à la Banque de France, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) est en charge de l'agrément et de la surveillance des établissements bancaires, d'assurance et de leurs intermédiaires, dans l'intérêt de leurs clientèles et de la préservation de la stabilité du système financier. L'ACPR est une autorité administrative dont le code monétaire et financier établit l'indépendance pour l'exercice de ses missions et l'autonomie financière.

NGFS

Le Network for Greening the Financial System (NGFS) rassemble 170 institutions (banques centrales et superviseurs et, également, des institutions internationales associées) de 119 juridictions différentes. Les travaux du réseau visent à faciliter la prise en compte des enjeux climatiques dans l'ensemble des activités des banques centrales (politique monétaire, stabilité financière, supervision, etc.). La Banque de France héberge le secrétariat permanent de l'initiative, qui accueille également des personnels des membres du NGFS.

Nous sommes 10 ans plus tard et, malheureusement mais inévitablement, les impacts du changement climatique sont devenus très concrets avec, chaque semaine, sont lots de records et de catastrophes. Au niveau mondial, le coût annuel moyen des dommages climatiques a augmenté de plus de 30 % entre la décennie 2005-2015 et la décennie 2015-2025. Tout le monde est touché mais certaines économies moins développées sont en première ligne.

Ces impacts plus sévères et plus fréquents rendent le besoin d'adaptation plus criant. Une adaptation qui, plus que l'atténuation, est ressentie comme un coût qui pose des questions de prise en charge.

L'adaptation est toutefois une préoccupation assez éloignée du mandat des banques centrales et des superviseurs prudentiels?

Le financement de l'adaptation est évidemment plutôt une question budgétaire (même si certains projets peuvent être entrepris et financés par des acteurs privés). À ce titre, on peut se dire que l'adaptation n'est pas un sujet pour une banque centrale ou un superviseur prudentiel. C'est une objection qui a été soulevée par certains lorsque le NGFS a commencé à travailler sur le sujet en 2023. Mais la question de l'adaptation, avant d'être un enjeu de financement, c'est à quoi s'adapter et pourquoi s'adapter. Il s'agit de limiter les impacts du changement climatique. D'un point de vue macroéconomique et financier, ces impacts peuvent être très matériels. Les dommages des inondations en Slovaquie en 2023 ont eu un coût direct représentant plus de 15 % du PIB. Au-delà des coûts des dommages, ces événements ont également un impact durable sur l'activité : on peut estimer que les inondations en Émilie-Romagne de 2023 ont réduit l'activité de 5 % pendant plus de 6 mois. Des impacts de ce type sont évidemment incontournables pour l'analyse macroéconomique d'une banque centrale ou l'évaluation des risques d'un superviseur. Comme l'ont très bien illustré quelques rapports récents du NGFS, les risques physiques sont donc un enjeu à prendre en compte par les banques centrales et les superviseurs dans le cadre et en raison de leur mandat (et par en dépit et au-delà comme certains commentateurs peuvent parfois le prétendre).

En quoi les pays émergents et en développement sont-ils plus directement confrontés aux effets physiques du changement climatique?

À partir de 2021, le NGFS a reçu un grand nombre de demandes d'adhésion de la part d'institutions présentes dans des économies émergentes et en développement. Lors de nos échanges avec eux, il apparaissait clairement qu'une motivation importante pour rejoindre le réseau était l'expérience d'une accélération du changement climatique. On en entend moins parler que certains autres événements climatiques parce que leur coût monétaire est moins impressionnant, mais ils n'en sont pas moins dramatiques. Le coût des dommages liés aux inondations en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest en septembre 2014 se chiffre à quelques centaines de millions de dollars au pire mais elles ont affecté plus de 4 millions de personnes, dont 1,5 million de déplacés. Pour des économies souvent informelles, avec une couverture assurantielle très faible et une forte dépendance au secteur agricole, le changement climatique a un impact direct et disproportionné sur l'activité économique et les revenus des ménages. Par ailleurs, le développement urbain rapide et plus spontané que planifié rend certaines métropoles très sensibles à des événements climatiques extrêmes.

Le sujet de l'assurance est souvent lié à celui de l'inassurabilité. S'agit-il d'un domaine ayant fait l'objet de travaux ou de réflexions spécifiques?

Les travaux du NGFS sur les risques physiques et l'adaptation s'appuient particulièrement sur certains membres qui ont une responsabilité en matière de supervision d'organismes d'assurance. Plus généralement, l'IAIS (l'homologue du comité de Bâle pour l'assurance) est également active sur ces sujets. De fait, le changement climatique présente un défi particulier au secteur de l'assurance qui peut constituer une réponse à la gestion sociétale des risques physiques mais se retrouve aussi confronté à des situations où l'assurance devient impossible compte tenu de l'augmentation de la fréquence et de la sévérité des aléas climatiques.

C'est un phénomène particulièrement visible aux États-Unis où les primes d'assurance dans les comtés les plus exposés ont augmenté de plus de 20 % entre 2020 et 2023 (deux fois plus vite que la moyenne) et atteignent désormais jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de dollars par an. Plus encore, ces augmentations de tarif ne suffisent pas et de nombreux assureurs ont annoncé qu'ils se retiraient de certaines régions. Si cette situation est extrême (les évolutions en France et en Europe sont beaucoup moins dramatiques), il est évident que l'assurabilité des risques climatiques ne va plus de soi.

Les travaux du NGFS suggèrent néanmoins que le développement de l'assurance dans les économies émergentes et en développement reste un objectif pertinent et permettent de mieux comprendre comment l'organisation du marché de l'assurance peut aider à préserver l'assurabilité des risques climatiques. Ils ont aussi permis d'illustrer l'intérêt de certaines approches (e.g. assurance paramétrique) pour rendre plus efficace et développer plus rapidement l'assurance dans des juridictions où la couverture est faible. En revanche, ils ont aussi mis en évidence que l'assurance ne peut pas ignorer l'augmentation dramatique du risque et que l'adaptation est une dimension essentielle de la préservation de l'assurabilité.

Le changement climatique présente un défi particulier au secteur de l'assurance qui peut constituer une réponse à la gestion sociétale des risques physiques.

En Inde, des vignes face au changement climatique

Créée en 2011 dans l'État indien du Maharashtra, Sahyadri Farms, société à responsabilité limitée contrôlée par une coopérative, a su fédérer un réseau de 50 000 petits agriculteurs et s'imposer comme étant le plus important exportateur de raisin de table, de tomates et d'autres produits horticoles. Par l'innovation technologique et la recherche agronomique, elle permet en particulier d'accéder à des variétés qui résistent mieux au changement climatique.

Situé dans le district rural de Nashik – à 5 heures de route de Mumbai, poumon économique de l'Inde –, le siège de Sahyadri Farms en impose. Avec « ses allées propres bordées de massifs fleuris », comme le décrit *Le Figaro*¹ qui s'y est rendu en 2023, ce campus où travaillent plus de 6 000 personnes, posé au milieu de vignes et de plantations fruitières, impressionne le visiteur. Il y a 15 ans, il n'y avait pourtant alentour que des champs et quelques parcelles cultivées. Jusqu'à ce qu'une poignée d'agriculteurs – ils étaient alors une dizaine – décident en 2011 de s'associer pour créer Sahyadri Farms, un projet d'envergure dirigé uniquement par... de petits producteurs. Un pari audacieux et gagnant. Sahyadri Farms est aujourd'hui le plus important exportateur indien de raisin de table², de fruits transformés et autres produits horticoles (comme la tomate, la mangue ou encore la noix de cajou). Quelque 50 000 agriculteurs – répartis dans un rayon de 50 kilomètres – fournissent la coopérative en produits frais, tandis qu'ils sont 21 500 à être directement associés à la vie et aux intérêts de la structure.

Un écosystème complet, de la terre à l'assiette

« L'an dernier, nous avons produit et transformé plus de 250 000 tonnes de produits frais, destinées aussi bien à l'export qu'au marché domestique. Nous visons cette année un objectif de 300 000 tonnes », précisait en 2023 Santosh Deoram Watpade, directeur financier de la coopérative (*voir interview p. 60*). Sahyadri Farms accompagne ses agriculteurs depuis le choix des cultures jusqu'aux pratiques agricoles qu'ils emploient, en passant par les intrants utilisés et la manière dont ils récoltent et vendent leurs produits agricoles. L'entreprise est désormais complètement intégrée dans la chaîne de valeur de 8 cultures horticoles – des activités de pré-récolte, de post-récolte (tri / emballage / transformation des fruits et légumes), jusqu'à la distribution aux consommateurs sur le marché indien et international (B2B et B2C).

A voir
Notre reportage vidéo sur Sahyadri Farms



Sahyadri Farms est le
1^{er}
exportateur indien
de raisin frais

Plus de
50 000
petits agriculteurs
fournissent
la coopérative

Parmi ces agriculteurs,
21 500
sont actionnaires de
Sahyadri Farms

¹ Voir : Innovation, écologie, export : Sahyadri Farms propulse l'agriculture indienne dans le XXI^e siècle (*Le Figaro* - 9 janvier 2023).
² Réputée pour ses vignes, la région de Nashik abrite notamment Sula Vineyards, grand producteur de vin indien.



Moins de

1

hectare

Plus de 95 % des agriculteurs qui travaillent pour Sahyadri Farms ou sont associés à la coopérative sont de **petits producteurs qui cultivent moins de 1 hectare** de vignes ou d'autres cultures.

Objectif : zéro émission nette

En 2022, Proparco a investi au capital de Sahyadri Farms, aux côtés de Incofin Investment Management, du FMO et de Korys pour une enveloppe globale de 310 crores de roupies (soit près de 35 millions d'euros), puis à nouveau en 2024 à hauteur de 390 crores de roupies (soit près de 40 millions d'euros). « Avec ces investissements, nous allons renforcer nos marchés à l'export sur l'ensemble des cultures que nous proposons et renforcer nos capacités », expose Santosh Deoram Watpade. Cet investissement a également permis à la coopérative de financer sa nouvelle centrale biogaz, qui offre une capacité de 1,6 mégawatt d'électricité produit par un processus de fermentation des matières organiques. « Notre objectif avec cette centrale est d'atteindre la neutralité carbone (zéro émission nette) », appuie Rupesh Khiste, responsable R&D et projets de Sahyadri Farms.

Pour Sachin Kadam, l'union fait la force

« Ici, toutes les voix comptent ». Sur le sentier qui mène à ses 12 hectares de vigne, en contrebas de sa maison, Sachin Kadam insiste : « Un agriculteur associé : une voix. C'est le principe du projet Sahyadri Farms. » Un projet coopératif auquel cet agriculteur, spécialisé dans le raisin de table, adhère depuis 2006. « Nous décidons ensemble, tous les agriculteurs associés, des grandes orientations et des choix stratégiques pour l'avenir de la coopérative. C'est la force de ce projet. »

Les retombées pour son exploitation sont spectaculaires : en moins de 20 ans, Sachin a plus que quintuplé la surface de vignes cultivées et exporte désormais 80 % de sa production en Asie et en Europe. Il a par ailleurs bénéficié d'avancées technologiques auxquelles, seul, il n'aurait jamais pu avoir accès. « L'expertise des équipes de Sahyadri Farms en matière d'agriculture et leurs approches novatrices ont révolutionné



Vilas Shinde
Agriculteur fondateur
et directeur général
de Sahyadri Farms

Pendant longtemps, l'entrepreneuriat en milieu rural en Inde – où vit 60 % de la population – a été inexistant. Depuis une dizaine d'années pourtant, la situation change : les mentalités évoluent et les projets se multiplient, même si l'accès au capital reste un frein important.



18 %

du PIB

L'Inde occupe le deuxième rang mondial en matière de production agricole. **L'agriculture emploie plus de 40 % de la population active** et représente 18 % du produit intérieur brut du pays.

mes pratiques », admet-il. « Avant, je me battais sans moyens contre les intempéries qui ravageaient mes productions. » Depuis, Sachin a planté du raisin Thompson – une variété sans pépin originaire de Californie, plus résistante –, a modernisé ses vignes et a bénéficié de l'accompagnement régulier d'ingénieurs agronomes. Ce système coopératif permet aux agriculteurs embarqués dans l'aventure – dont la plupart cultivent moins de 1 hectare – de bénéficier de revenus réguliers et prédictibles. Un point essentiel, alors que 80 % des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté en Inde sont précisément des petits agriculteurs³. « Le projet Sahyadri Farms protège ses associés. Nous pouvons en effet estimer nos revenus à l'avance, investir et même nous agrandir », témoigne Sachin, qui s'est récemment fait construire une nouvelle maison ainsi qu'une serre qui lui permet de sécher une partie de son raisin et d'autres cultures (des tomates notamment).



³ Source : Fonds international de développement agricole (FIDA) - Inde (ifad.org)

Entretien avec

Santosh Deoram Watpade, directeur financier de Sahyadri Farms

Sahyadri Farms, pionnier d'un modèle agricole et financier innovant

SANTOSH DEORAM WATPADE

Directeur financier de Sahyadri Farms, Santosh Deoram Watpade est expert en finance. Il a plus de 16 ans d'expérience dans les domaines de la finance d'entreprise, de la fiscalité, la trésorerie, la mise en place de systèmes ERP et la planification stratégique. À Sahyadri Farms, il a obtenu un prêt de 15 millions d'euros auprès de la FMO – l'institution néerlandaise de financement du développement – et a piloté la restructuration de l'entreprise. Il a réussi à lever 310 crores de roupies (environ 35 millions d'euros) lors d'un financement de série A, puis 390 crores supplémentaires (environ 44 millions d'euros) en série B, faisant de Sahyadri Farms la première entité agricole détenue par des agriculteurs en Inde à sécuriser des tours majeurs d'investissements directs étrangers. Récemment, il a été récompensé par le prix *Emerging CFO of the Year* décerné par The Economic Times CFO Awards pour ses contributions novatrices dans le domaine de la finance agricole.



La coopérative construit un modèle horticole résilient, rentable et aligné avec les enjeux climatiques. Cela implique un leadership fort, une planification collaborative, une structuration adaptée et un suivi rigoureux par les instances dirigeantes.

Comment intégrez-vous les critères environnementaux dans vos décisions d'investissement ?

Sahyadri Farms intègre la durabilité environnementale tout au long de sa chaîne de valeur, depuis la pré-récolte jusqu'à la post-récolte, impactant plus de 30 000 agriculteurs, dont 21 500 sont actionnaires. Nous développons des pratiques agricoles adaptées au climat, via des analyses de sol, l'utilisation de bio-intrants, en faisant appel à des pépinières certifiées et à des variétés de cultures résilientes. Ces services sont également proposés aux non-actionnaires grâce aux centres de facilitation agricole, qui permettent un accès à l'irrigation, à des conseils sur la base d'images satellites et à des financements verts.

Nous développons des pratiques agricoles adaptées au climat, via des analyses de sol, l'utilisation de bio-intrants, en faisant appel à des pépinières certifiées et à des variétés de cultures résilientes.

Dans la phase post-récolte, nous investissons dans des centrales solaires, des unités de micro-transformation, des installations d'extraction et des initiatives d'économie circulaire pour maximiser l'efficacité des ressources et minimiser les déchets. Toutes les décisions importantes d'investissement sont examinées et validées par les conseils d'administration des deux branches de notre coopérative - Sahyadri Farms Post Harvest Care Limited et de Sahyadri Farmers Producer Company Limited - qui veillent à ce que chaque investissement soit conforme aux critères d'impact environnemental ainsi qu'à la création de valeur durable.

Quels outils ou indicateurs utilisez-vous pour mesurer l'impact climatique de vos nouveaux projets ?

Nous avons mis en place un processus de suivi et d'évaluation des impacts climatiques de nos projets, piloté par l'équipe ESG, que je dirige et accompagné par trois experts. Nous avons adopté un système de gestion intégré (Integrated Management System), qui encadre la collecte et l'analyse des données environnementales. Nous combinons des outils numériques et des observations physiques sur le terrain pour suivre l'efficacité des ressources, l'empreinte carbone, la consommation d'eau et la réduction des déchets. Ces indicateurs alimentent nos tableaux de bord internes de durabilité.

Nous publions un rapport ESG annuel, qui présente les impacts environnementaux et sociaux de nos activités, incluant les performances liées au climat. Par ailleurs, plusieurs évaluations externes sont réalisées périodiquement par des agences mandatées par nos investisseurs. À l'avenir, nous allons renforcer nos systèmes digitaux afin de permettre un suivi en temps réel et la traçabilité des crédits d'impact climatique sur tous nos nouveaux projets.

Quels sont les partenariats stratégiques qui appuient vos pratiques agricoles durables ?

Nos partenariats contribuent à améliorer les rendements, la qualité, la réduction des coûts d'intrants et l'accès aux marchés pour nos agriculteurs. Nous travaillons par exemple avec la Hindustan Unilever Foundation pour mettre en œuvre des pratiques régénératrices des sols auprès de 3 000 agriculteurs, et avec EnviroAlgae pour établir une unité de transformation microbiologique dédiée à la santé des sols et des cultures. Les évaluations des risques climatiques sont réalisées en partenariat avec Axa Climate (voir page 63 l'interview de Romain Cocault d'Axa Climate), tandis que PwC nous accompagne dans l'analyse de l'empreinte carbone et la planification de la neutralité climatique.

Nous avons adopté un système de gestion intégré (Integrated Management System) qui encadre la collecte et l'analyse des données environnementales.

Des sélectionneurs agricoles internationaux de premier plan nous permettent d'accéder à des variétés résistantes au changement climatique. Nous menons des recherches conjointes avec des universités nationales et internationales. Avec la GIZ, nous pilotons des systèmes agro-photovoltaïques pour intégrer l'énergie solaire à l'agriculture. Enfin, nous travaillons avec le label Fairtrade, la norme Global GAP et le British Retail Consortium (BRC) afin de garantir la traçabilité, la certification et l'accès à des marchés premium pour notre communauté d'agriculteurs.

Innover pour s'adapter au changement climatique

Dans le village de Kone – à plus d'une heure de route du district de Nashik – le raisin est roi. Hormis quelques plantations de goyaviers, c'est bien le pied de vigne ici qui domine. Bahskar Vishnu Kamble, associé à Sahyadri Farms, en cultive près de 10 hectares en Thompson, une variété longtemps réputée pour sa résistance aux intempéries.

Glissements de terrain, inondations, canicules, cyclones, sécheresses, tempêtes de poussière... Le sous-continent indien est l'une des régions du monde les plus exposées aux catastrophes naturelles.

Bahskar Vishnu Kamble, agriculteur associé à Sahyadri Farms

Mais avec le changement climatique – qui se manifeste sous ces latitudes par une saison des pluies harassante et un été brûlant – Bashkar doit s'adapter. Glissements de terrain, inondations, canicules, cyclones, sécheresses, tempêtes de poussière... Le sous-continent indien est en effet l'une des régions du monde les plus exposées aux catastrophes naturelles. Pour tenter d'y faire face et anticiper un meilleur rendement de ses récoltes, Bashkar a planté 2 hectares d'une nouvelle variété de raisin rouge, de type ARD36.

« Il s'agit d'un raisin de table croquant, sucré et particulièrement résistant aux phénomènes météorologiques extrêmes, très apprécié, qui plus est, à l'export », précise Pankaj Nathe, qui pilote l'équipe de recherche agronomique de Sahyadri Farms. Cet ingénieur agronome a développé, sur un hectare environ, au cœur du campus de la coopérative, cette vigne nouvelle génération, ainsi que d'autres variétés de raisin rouge et de raisin blanc, qu'il surveille comme le lait sur le feu. « Nous les testons ici, en conditions réelles. Chaque jour, nous mesurons le développement des grappes et leur résistance à la pluie, à la canicule, aux maladies, etc. C'est capital si nous voulons anticiper les effets du changement climatique et explorer de nouveaux marchés. »

Pour permettre la régénération des sols à Kone, Bahskar va par ailleurs planter des haies et probablement laisser des parcelles au repos. « La hausse des températures bouleverse les conditions climatiques et perturbe l'équilibre naturel », constate l'agriculteur. « Il est nécessaire d'agir, chacun à son niveau. »

🗣️ Entretien avec

Romain Cocault, responsable de l'équipe Agri-transition, AXA Climate

AXA Climate : modéliser les risques climatiques, adapter les cultures

Grâce à ses outils de modélisation et son expertise agronomique, AXA Climate a pu répertorier les impacts du changement climatique sur les cultures de Sahyadri Farms – et proposer des pistes d'adaptation.

Quelle méthodologie avez-vous utilisée pour évaluer les impacts climatiques sur les cultures de raisin et de tomate dans la région concernée ?

Afin de modéliser les impacts climatiques sur ces deux cultures dans la région de Nashik, les équipes d'AXA Climate ont combiné expertise agronomique et capacité de modélisation climatique. Nous avons tout d'abord réalisé une analyse des besoins et des sensibilités climatiques des variétés utilisées par Sahyadri, ce qui nous a permis de sélectionner les indicateurs et les seuils les plus pertinents pour chacune des variétés étudiées. Cette sélection travaillée en laboratoire sur la base de recherches agronomiques et de l'expertise d'AXA Climate a ensuite été discutée, affinée, puis validée par les équipes de Sahyadri. Ensuite, nous avons utilisé ces données pour alimenter des outils de modélisation climatique développés par les équipes scientifiques d'AXA Climate.

Basés sur les dernières générations de modèles climatiques internationaux (CMIP6), ils permettent une projection de chaque indicateur agronomique à horizon 2030 et 2050 sur deux scénarios du GIEC (SSP2-4.5 et SSP5-8.5).

ROMAIN COCAULT

Romain Cocault a rejoint AXA Climate en 2022 pour diriger l'équipe Agri-transition. Il accompagne les acteurs des filières agricoles dans l'accélération de leur transition face aux enjeux climatiques et de biodiversité. Cela passe par la quantification des impacts et des risques, l'élaboration de stratégies climatiques, la mise en place de programmes d'agriculture régénérative et le développement de solutions d'assurance pour la transition. Avant de rejoindre AXA Climate, Romain était manager chez Ernst & Young, où il conseillait des entreprises des secteurs du retail, de l'agroalimentaire et du luxe sur la définition, la mise en œuvre et le reporting de leur stratégie de développement durable. Il a également travaillé sur ces sujets au sein de grands groupes comme Carrefour, IKEA et Danone.



Sahyadri a déjà commencé à travailler dans le sens des recommandations de notre étude, en particulier sur les choix variétaux avec le changement de 95 % des parcelles vers des variétés plus résistantes d'ici 2027.

Quelles sont les principales menaces climatiques identifiées pour ces deux cultures à court, moyen et long terme?

L'étude a permis de mettre en lumière les principaux impacts de l'évolution du climat sur ces filières dans la région de Nashik. Les risques liés aux fortes pluies augmenteront : le changement climatique va entraîner une évolution de la période de mousson, qui sera plus intense, plus tardive mais aussi plus courte, entraînant un risque au moment de la floraison. De fait, le risque d'inondation augmentera. À l'inverse, les risques de sécheresse seront plus importants lors de la saison sèche, ce qui impactera les cultures ; enfin, l'augmentation de l'humidité et des températures rendra le développement du mildiou plus probable.

REPÈRES

AXA CLIMATE

AXA Climate, filiale du groupe AXA spécialisée dans l'adaptation au changement climatique et la transition, intervient dans le secteur public, l'agroalimentaire, l'industrie et la finance. Elle propose des produits d'assurance paramétrique, des prestations de conseil, des formations en ligne et une série d'outils digitaux de projection climatique. En s'appuyant sur la science et la data, AXA Climate accompagne les entreprises et les acteurs publics pour relever les grands défis environnementaux, en leur permettant d'adopter des stratégies d'adaptation et d'atténuation concrètes et spécifiques à leurs territoires et à leurs réalités.

Comment ces risques sont-ils susceptibles d'affecter la productivité, la qualité et la rentabilité des cultures pour les petits producteurs affiliés à Sahyadri?

En premier lieu, les rendements seront affectés, de façon plus ou moins importante en fonction de la résistance des variétés utilisées par Sahyadri. La qualité des fruits le sera aussi, en particulier du fait de l'augmentation des vagues de chaleur. Enfin, l'évolution du climat aura également des impacts sur les producteurs et leur travail : accès réduit aux champs à cause d'inondations pluviales, effets préoccupants du stress thermique sur la santé des producteurs, etc.

L'étude comporte-t-elle des recommandations d'adaptation spécifiques pour Sahyadri Farms?

En effet, plusieurs recommandations d'adaptation ont été formulées, en collaboration avec les équipes de Sahyadri. Trois grandes mesures ont ainsi pu être priorisées. Le choix variétal est essentiel : déjà initié par Sahyadri, le recours aux variétés les plus résistantes a été identifié comme une mesure prioritaire. Il est important aussi de mettre en place des pratiques agricoles permettant une meilleure résilience, en priorisant la réduction du labour et le déploiement de couverts végétaux. Enfin, il faut déployer des systèmes d'irrigation de précision.

Comment évaluez-vous la capacité actuelle de Sahyadri à intégrer ces recommandations?

Sahyadri a d'ores et déjà commencé à travailler dans le sens des recommandations de l'étude, en particulier sur les choix variétaux avec le changement de 95 % des parcelles vers des variétés plus résistantes d'ici 2027. La coopérative a aussi débuté le déploiement de systèmes d'irrigation goutte-à-goutte sur une majeure partie des parcelles (95 %).



L'essentiel de l'étude d'AXA Climate sur Sahyadri Farms



À retenir

- Le risque climatique **impacte déjà les productions** et ce risque s'accroîtra d'ici 2050.
- **Les risques principaux** seront liés à l'évolution de la mousson, de la sécheresse et des températures, impactant les rendements et la qualité.
- Sahyadri Farms a déjà mis en œuvre **des pratiques d'adaptation**.



Points de vigilance

- Le déploiement des pratiques sera **un enjeu clé dans la résilience de Sahyadri Farms** (choix variétal, systèmes d'irrigation de précision et adaptation des pratiques agricoles).
- Au-delà du risque sur les cultures, le changement climatique impactera également **l'organisation de la production** (accès en cas d'inondation) et la **santé des producteurs** (stress thermique).
- **Le partage du risque via le financement des pratiques**, mais aussi **l'accompagnement technique**, seront des éléments indispensables pour faciliter les transitions des agriculteurs.

Entretien avec

Rachael Antwi, head of Sustainability du groupe Ecobank

Risque climatique et opportunités : comment Ecobank finance l'avenir de l'Afrique

La plupart des banques considèrent le climat comme un problème à gérer. Ecobank, elle, le perçoit comme une opportunité stratégique à saisir. Présente sur 35 marchés africains, Ecobank intègre les données climatiques dans chacune de ses décisions de crédit, dans ses évaluations et ses choix d'investissement. Le résultat : une nouvelle forme de banque, qui tire profit de la résilience, croît grâce à la durabilité et transforme les vulnérabilités climatiques de l'Afrique en atouts compétitifs.

Comment Ecobank intègre-t-elle le développement durable et la stratégie climatique dans son modèle économique ?

Nous réinvestissons fondamentalement la notion de durabilité, en la considérant non pas comme une simple obligation mais plutôt comme un levier stratégique qui structure notre évaluation des risques et le déploiement de nos capitaux à travers l'Afrique. Il ne s'agit pas pour nous de plaquer les considérations climatiques au secteur bancaire traditionnel – mais de redéfinir le fonctionnement même de la banque à la lumière de ces enjeux. Nous intégrons ainsi les risques climatiques dans chaque évaluation de crédit que nous réalisons. Nos décisions de prêt les prennent donc pleinement en compte, garantissant une orientation du capital vers les secteurs et les projets les plus résilients. Notre infrastructure numérique nous permet d'analyser les transactions climatiques et de réaliser des

évaluations de risques de manière automatisée, tout en offrant des produits financiers ajustés aux impératifs climatiques.

Au-delà de nos opérations internes, nous jouons un rôle de leadership régional à travers l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale, en soutenant les transactions de financement climatique à grande échelle et en mobilisant des capitaux en lien avec les objectifs de développement du continent. En fin de compte, nous repensons le fonctionnement des systèmes financiers en Afrique, en plaçant le climat au cœur d'une gestion des risques plus intelligente et en favorisant la création de nouvelles sources de valeur.

Comment Ecobank a-t-elle intégré cette redéfinition de la durabilité et de la stratégie climatique dans sa gouvernance d'entreprise ?

Nous avons intégré la responsabilité climatique directement dans notre structure de gouvernance, en commençant par le sommet. Un comité spécifique (*Board's Committee for Sustainability*) se réunit tous les trimestres pour piloter les risques climatiques et la stratégie de durabilité. Aujourd'hui, 100 % de nos transactions supérieures à 5 millions de dollars sont analysées au regard de nos impératifs et de notre stratégie climatique. Nous suivons la performance de nos actifs à travers des KPI (*Key Performance Indicators*) spécifiques, qui sont liés à l'évaluation des risques climatiques, à la performance en matière de durabilité et aux objectifs d'alignement du portefeuille, en particulier en termes de volume des financements de transition. Des tableaux de bord, passés en revue par la direction tous les mois, permettent un suivi en temps réel de ces indicateurs. Nous avons réduit les délais d'approbation des financements verts de 30 %.

Quelles méthodes concrètes Ecobank déploie-t-elle pour identifier, évaluer et atténuer les risques climatiques dans son portefeuille et ses opérations ?

Nous avons mis en place un cadre d'évaluation qui distingue les facteurs de risque climatiques à travers l'ensemble de notre portefeuille. Cela commence par un filtrage des transactions, incluant une notation des risques environnementaux et sociaux spécifiques aux secteurs

Aujourd'hui, 100 % de nos transactions supérieures à 5 millions de dollars sont analysées au regard de nos impératifs et de notre stratégie climatique.

concernés. Les analyses de scénarios climatiques sont désormais intégrées dans nos modèles de risque souverain et sectoriel. Nous effectuons des tests de résistance préliminaires — scénarios de +1,5°C et +4°C — pour les secteurs de l'énergie et de l'agrofinance en Afrique de l'Ouest et Centrale, afin d'identifier les vulnérabilités liées aux réformes des subventions sur les carburants, à la tarification du carbone et aux cycles de sécheresse. Nos tableaux de bord et cartes thermiques permettent aux gestionnaires de risques et aux équipes commerciales de visualiser l'exposition et de suivre en temps réel les indicateurs d'alerte précoce.

RACHAEL ANTWI

Chez Ecobank, Rachael Antwi dirige, en tant que Group Head of Sustainability, la stratégie du développement durable et la gouvernance des finances durables ; elle supervise par ailleurs les risques environnementaux et sociaux à travers 34 pays en Afrique. Elle conseille le directeur général du groupe, la direction exécutive, les administrateurs et les équipes nationales sur la stratégie de durabilité et les sujets liés. Elle a positionné Ecobank en leader en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale pour le financement climatique. Scientifique et environnementaliste, elle est titulaire d'un Master of Science de l'université d'Oxford, où elle poursuit actuellement un Executive MBA. Elle est également présidente régionale pour l'Afrique de l'Ouest au sein de l'International Capital Market Association (ICMA).





REPÈRES ECOBANK

La première filiale d'Ecobank a ouvert ses portes au Togo en octobre 1985. Aujourd'hui, Ecobank est le principal groupe bancaire privé panafricain, avec une présence dans 34 pays du continent, mais aussi en France, au Royaume-Uni, aux Émirats arabes unis et en Chine. En 2024, le groupe a enregistré un total d'actifs de 27,9 milliards de dollars et des fonds propres de 1,79 milliard de dollars. Ecobank est cotée en bourse sur les marchés financiers de Lagos, Accra et Abidjan (BRVM). Le groupe s'engage activement à promouvoir le développement économique et l'intégration financière à travers l'Afrique subsaharienne.

En termes d'atténuation, nous associons les transactions à des résultats de durabilité qui reflètent l'exposition climatique des emprunteurs. Des opérations récentes réalisées au Ghana, par exemple, incluent des incitations tarifaires pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre et pour soutenir des objectifs liés au genre, alignant ainsi le risque financier avec les critères d'impact. Cette approche intégrée nous permet de gérer proactivement les risques émergents, de réduire les pertes de crédit, tout en élargissant notre portefeuille de financement durable.

Quelles sont les approches ou les outils innovants que vous utilisez pour mettre en œuvre votre plan d'action climatique?

L'innovation numérique nous permet d'obtenir des gains d'efficacité opérationnelle à partir de l'intelligence climatique. Au cœur de cette démarche se trouve notre cadre exclusif, l'ECO Framework for Climate Alignment (EFCA), qui intègre les données de vulnérabilité climatique dans nos modèles de risque avec des analyses de scénarios complètes. Notre système de contrôle des transactions est désormais entièrement automatisé, avec des paramètres climatiques intégrés. Parallèlement, nous développons des modèles de tarification ajustés au climat afin de simuler le risque de crédit selon différents scénarios, démontrant ainsi aux clients la valeur concrète d'une action climatique anticipée. Nous co-développons également des produits financiers et d'assurance liés au climat pour l'agriculture et d'autres secteurs vulnérables, en utilisant des données climatiques granulaires pour orienter la conception de ces produits. À l'avenir, nous allons déployer des outils basés sur l'intelligence artificielle pour la modélisation des scénarios climatiques et la publication automatisée à travers nos opérations. Ces innovations améliorent la qualité du crédit, réduisent les risques des portefeuilles et élargissent l'accès au financement aligné avec le climat.

Ecobank a bénéficié de Proparco et d'autres institutions financières du développement d'un prêt lié à la durabilité (sustainability-linked loan), une première dans la région. Cette initiative renforce-t-elle ses objectifs climatiques?

En 2023, nous avons conclu le premier prêt lié au développement durable pour une institution financière en Afrique subsaharienne – une transaction de 200 millions d'euros qui a marqué un véritable tournant, tant financier qu'institutionnel. L'accord, porté par Proparco et un consortium d'institutions de financement du développement, lie directement nos marges d'intérêt à des indicateurs de performance climatique vérifiés de manière indépendante.

Mais ce qui est tout aussi important, c'est le programme d'assistance technique qui nous aide à intégrer des réformes de gouvernance climatique à l'échelle de toute la banque. Nous nous sommes engagés à publier un rapport climatique complet à l'échelle du groupe, couvrant les prêts verts, les expositions aux secteurs à forte intensité de carbone, ainsi que les évaluations des risques climatiques physiques. Nous finalisons également notre stratégie climatique globale, comprenant des objectifs d'émissions financées, des trajectoires de décarbonation pour les secteurs à fortes émissions et une politique d'exclusion du charbon thermique. Ce cadre a renforcé la confiance des clients et nous a positionnés idéalement pour élargir considérablement les prêts alignés avec des objectifs climatiques. Peut-être plus important encore, il a créé un modèle reproductible pour d'autres banques africaines – démontrant comment le financement lié à la performance peut conduire à une réelle réforme institutionnelle adaptée au contexte bancaire de notre continent.

La voie Harambee : l'approche climatique d'Ecobank

La « voie Harambee » (Harambee Way) est la philosophie climatique d'Ecobank qui résume l'engagement du groupe à offrir une transition juste, inclusive et alignée sur les sciences à travers le continent africain. Elle repose sur trois piliers essentiels : l'intégration du risque climatique, la mobilisation du financement climatique et la gestion durable.

« La voie Harambee, c'est ainsi que nous abordons le climat – non seulement comme un risque à gérer ou un capital à déployer, mais comme un voyage commun », explique Rachael Antwi. « Nous intégrons la transition dans l'architecture du secteur bancaire africain – du risque souverain à la structuration des prêts – soutenus par notre cadre ECO pour l'alignement climatique. »

Harambee, un mot swahili signifiant « tout ensemble », symbolise l'unité, l'effort collectif et le progrès. Il revêt une grande signification culturelle à travers l'Afrique de l'Est, notamment au Kenya, et reflète l'identité d'Ecobank en tant qu'institution panafricaine.

Quelles autres initiatives ou produits spécifiques développez-vous pour augmenter de manière significative votre financement lié au climat?

Notre initiative la plus marquante se trouve au Ghana, où notre accréditation par le Green Climate Fund nous a permis de lancer le Accelerating Solar Action Programme (ASAP) – une facilité de financement de 31 millions de dollars pour les systèmes photovoltaïques. Nous ciblons les ménages, les coopératives agricoles et les PME, en élargissant l'accès à l'énergie

propre tout en soutenant la création d'emplois, les chaînes de valeur locales du solaire et la résilience climatique. L'ASAP réussit à déployer des solutions à grande échelle là où de nombreuses transitions vers l'énergie propre échouent dès la phase de planification. Nous cherchons actuellement à identifier des opportunités similaires dans les marchés où les politiques nationales et la demande sectorielle sont en phase avec notre stratégie de financement durable. Ces initiatives répondent à nos obligations ESG tout en ouvrant de nouvelles sources de revenus dans le secteur

La stratégie climatique en 5 étapes d'Ecobank

1 Fixer l'ambition

Définir des objectifs climatiques clairs et délimités dans le temps, alignés sur les cadres internationaux (par exemple, l'Accord de Paris, NGFS, SBTi).

2 Construire la base de données

Mettre en place des systèmes de données climatiques – des référentiels d'émissions financées, des analyses de scénarios et une cartographie des risques physiques – pour les portefeuilles souverains, d'entreprises et de détail.

3 Intégrer le climat dans la gouvernance et la gestion des risques

Intégrer le climat dans les cadres de crédit, de gestion des risques d'entreprise et d'allocation du capital. Assurer la responsabilité au niveau du conseil d'administration, du comité exécutif et des opérations.

4 Mobiliser des capitaux alignés sur le climat

Développer des instruments de financement durable, des taxonomies internes et des mécanismes d'incitation pour orienter les financements vers des secteurs à faible émission de carbone et résilients au climat.

5 Suivre, rendre compte et adapter

Mettre en place des systèmes de reporting climatique (par exemple, Task Force on Climate Related Financial Disclosures, IFRS S2), de mesure de l'impact et de processus de feedback pour affiner la stratégie et répondre aux attentes des parties prenantes.

des énergies décentralisées, dans le financement des PME et les prêts axés sur la résilience. En alignant notre bilan sur les résultats climatiques, nous améliorons notre compétitivité tout en contribuant à la construction de l'écosystème financier vert de l'Afrique.

Comment l'assistance technique fournie par Proparco et ses consultants aide-t-elle à renforcer vos capacités internes et à accélérer les actions climatiques?

Le partenariat avec Proparco a eu un effet transformateur – il nous a permis de mettre en œuvre nos ambitions climatiques, qui sont devenues des actions tangibles. L'assistance technique nous a aidés à développer une stratégie climatique à l'échelle du groupe, à améliorer nos outils d'évaluation du risque de crédit, et à intégrer les considérations climatiques directement dans la conception de nos produits et dans nos décisions d'investissement. La formation et l'expertise fournies par Proparco ont été particulièrement précieuses. Nos équipes disposent désormais des compétences nécessaires pour évaluer correctement les risques environnementaux et identifier les opportunités émergentes de financement vert. L'effet multiplicateur est évident : ces progrès internes nous permettent d'initier des transactions vertes à grande échelle, d'aligner nos flux de capitaux avec les objectifs climatiques nationaux et régionaux, et de contribuer à façonner le paysage plus large du financement climatique en Afrique. Ce qui a commencé comme un soutien technique est devenu une véritable transformation institutionnelle, permettant à Ecobank d'être un leader dans la mobilisation de capitaux pour une transition climatique inclusive.

Rencontrez-vous des défis pour recruter des personnes ayant des compétences en durabilité et en climat?

L'Afrique connaît une pénurie de professionnels du climat alliant formation académique et expérience pratique. Pour Ecobank, cela représente un défi particulier étant donné notre besoin de spécialistes multilingues à travers 34 marchés dans des pays anglophones, francophones et lusophones. La demande a considérablement augmenté à mesure que le climat devient central

Le partenariat avec Proparco a eu un effet transformateur – il nous a permis de mettre en œuvre nos ambitions climatiques, qui sont devenues des actions tangibles.

dans la stratégie des entreprises, tandis que le vivier de talents reste limité. Nous avons besoin de professionnels capables de naviguer dans des environnements réglementaires divers et de proposer des solutions durables à grande échelle. Pour surmonter cette difficulté, nous avons adopté une approche décentralisée, en développant nos capacités en interne à travers des détachements, du mentorat, des formations techniques et un apprentissage en temps réel. Tout le personnel clé est formé aux risques climatiques et à la finance durable afin d'assurer une application cohérente de nos politiques. Bien que la pénurie de talents externes demeure un défi majeur, nous ne restons pas les bras croisés en attendant que le marché se rattrape : nous investissons dans nos équipes pour développer l'expertise dont nous avons besoin.



En Afrique subsaharienne, le fonds ARAF renforce la résilience climatique des petits exploitants agricoles

Financé par plusieurs partenaires et institutions de financement du développement, dont Proparco via la facilité FISEA+ du groupe AFD, le fonds ARAF est dédié au renforcement de la sécurité alimentaire et à l'adaptation ou la lutte contre le changement climatique. Il investit dans des start-up qui proposent des solutions innovantes, afin d'améliorer les conditions et la résilience climatique des petits exploitants agricoles, en particulier en Afrique de l'Est et de l'Ouest.

A voir
Notre reportage
vidéo sur le
fonds ARAF



Le constat que dresse Tamer El-Raghy est sans appel. « Ici, l'évolution du climat fait des ravages », alerte depuis Nairobi le responsable du fonds de capital-risque Acumen Resilient Agriculture Fund (ARAF) – qui intervient dans plusieurs pays d'Afrique touchés par le changement climatique. Épisodes d'inondations intenses auxquels succèdent de longues périodes de sécheresse qui dégradent les zones cultivées... « Autant de dérèglements qui pèsent en particulier sur les plus faibles – les enfants, les femmes – et les agriculteurs les plus modestes, qui ont très peu de moyens pour protéger et renforcer leurs plantations ». Cette forte exposition à ces phénomènes climatiques rend dès lors la performance du secteur agricole au Kenya – et partout ailleurs en Afrique subsaharienne – très instable, pointe cet expert, diplômé des universités du Caire et de New York. « Plus de la moitié des personnes vivant dans la pauvreté sont en effet des petits exploitants agricoles. Ces derniers fournissent pourtant 80 % de la nourriture consommée dans la région ». C'est dire combien le changement climatique, auquel sont confrontés des centaines de milliers de paysans africains, fragilise les économies locales et accentue l'insécurité alimentaire.

30 % des bénéficiaires en dessous du seuil de pauvreté

Face à cette situation, le fonds ARAF, lancé en 2020 par Acumen Capital-Partners – filiale d'Acumen, une organisation spécialisée dans le soutien aux entreprises sociales en Afrique –, investit dans des start-up locales qui proposent des solutions innovantes aux petits exploitants agricoles. Objectif : construire un écosystème qui permettra aux agriculteurs d'Afrique de l'Est et de l'Ouest d'accroître leurs revenus, d'améliorer leurs conditions de vie et leur résilience au changement climatique. Une adaptation qui passe notamment par une diversification des cultures (maïs, légumes, etc.), une meilleure irrigation et par un accès facilité aux semences et aux espèces les plus résistantes au changement climatique. « Nous investissons actuellement dans 13 start-up¹ », précise Tamer El-Raghy. « Trente pour cent des agriculteurs que nous soutenons vivent en dessous du seuil de pauvreté². Par son action, l'ARAF cherche à réduire la pauvreté, à renforcer la résilience climatique et à démontrer l'impact de l'investissement dans une agriculture résiliente ». Soutenu par le Fonds vert pour le climat (FVC)³ – voir interview p. 78 –, l'ARAF est financé à hauteur de 58 millions de dollars par plusieurs partenaires et institutions de financement du développement. Proparco a pris une participation de 5 millions de dollars en 2021, par le biais de FISEA+, la facilité du groupe AFD mise en œuvre par Proparco dans le cadre de l'initiative Choose Africa.



Plusieurs récoltes chaque année

Sur le terrain, les équipes d'ARAF mesurent, à intervalles réguliers, les incidences⁴ sur la qualité de vie des agriculteurs ainsi que sur la pratique de leur métier. « Les activités des jeunes entreprises que nous soutenons ont eu un impact direct sur plus de 2 millions d'agriculteurs en Afrique de l'Est et de l'Ouest ; 90 % d'entre eux ont fait état d'une augmentation de leurs revenus et d'une amélioration de leur qualité de vie », détaille le directeur général du fonds. La start-up kenyane SunCulture – qui fournit notamment à ses clients des systèmes d'irrigation solaires (voir article p. 76) – évalue quant à elle à plus de 100 % en moyenne l'augmentation des revenus disponibles des exploitants agricoles qui bénéficient de ses innovations. C'est le cas de Josephine Waweru, agricultrice spécialisée dans la culture du café. Installée dans le comté de Kirinyaga, au centre du Kenya, elle a pu faire installer des pompes solaires fournies par SunCulture. « J'utilisais auparavant un système à essence très cher et polluant. J'ai pu également diversifier mes cultures pour mieux faire face aux aléas liés au changement climatique », témoigne l'agricultrice. Un constat également partagé par Jamleck Gichovi Karuri, installé dans une autre région du Kenya particulièrement touchée par des vagues prolongées de sécheresse. Grâce à un système de pompes à eau solaires fourni par SunCulture, cet éleveur et agriculteur est désormais en mesure de nourrir son bétail et d'effectuer plusieurs récoltes chaque année.

L'objectif du fonds ARAF : construire un écosystème qui permettra aux agriculteurs d'Afrique de l'Est et de l'Ouest d'accroître leurs revenus, d'améliorer leurs conditions de vie et leur résilience au changement climatique.

Des progrès technologiques au service de l'agriculture

« Avec le changement climatique, les précipitations en Afrique subsaharienne ont diminué de plus de 100 mm par an depuis le milieu des années 1970 », relève Samir Ibrahim, cofondateur de SunCulture. Résultat : l'Afrique – qui abrite 65 % des terres arables non cultivées du monde – importe chaque année l'équivalent de 35 milliards de dollars de nourriture. Grâce aux progrès technologiques réalisés dans l'agriculture, le continent serait pourtant en mesure de nourrir sa population sans le moindre problème. « Ces progrès doivent pour cela aider en priorité les petits agriculteurs les plus exposés au changement climatique », rappelle Tamer El-Raghy. « C'est à la fois une nécessité et une urgence ».

REPÈRES ARAF

L'Acumen Resilient Agriculture Fund (ARAF) est un fonds d'investissement d'une taille de 58 millions de dollars géré par Acumen, une ONG américaine qui s'est spécialisée dans le soutien aux entreprises sociales proposant des biens et services aux populations défavorisées. Acumen existe depuis 25 ans et a investi plus de 137 millions de dollars dans 139 entreprises sociales qui ont touché 263 millions de bénéficiaires. Avec le fonds ARAF, Acumen vise à renforcer la sécurité alimentaire et le changement climatique, qui sont essentiels pour le développement du continent africain.



Tamer El-Raghy
Directeur général
du fond ARAF

Les épisodes d'inondations intenses auxquels succèdent de longues périodes de sécheresse sont autant de dérèglements qui pèsent en particulier sur les plus faibles – les enfants, les femmes – et les agriculteurs les plus modestes, qui ont très peu de moyens pour protéger et renforcer leurs plantations.

¹ En décembre 2024, le portefeuille du fonds ARAF était composé de 13 start-up opérant en Afrique de l'Est et de l'Ouest.

² Le seuil de pauvreté est fixé par la Banque mondiale à 3,20 dollars par jour dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

³ Le Fonds vert pour le climat a apporté à ARAF 23 millions de dollars via une facilité de garantie des premières pertes.

⁴ Ces impacts sont évalués sur la base d'entretiens effectués par un tiers.

S'adapter au changement climatique : le mode d'emploi de 4 start-up africaines

Farmerline, Farm Works, SunCulture et East Africa Foods. Ces start-up agricoles – financées par le fonds ARAF – aident, par l'innovation technologique, les petits exploitants à s'adapter au changement climatique. Unanimes, leurs dirigeants reconnaissent qu'il y a urgence. « Pour les agriculteurs du Kenya, le changement climatique n'est plus une menace future, c'est une perturbation quotidienne », constate ainsi Yi Li, directrice générale et cofondatrice de Farm Works, start-up kenyane dont l'objectif est de constituer un réseau de fermes de taille moyenne (de 10 à 40 hectares) selon un modèle d'exploitation raisonnée, permettant une

meilleure adaptation au changement climatique. « Nous adoptons une approche pragmatique : nous construisons une chaîne d'approvisionnement résistante au climat, nous donnons aux agriculteurs un revenu direct et nous aidons plus de 3 000 petits exploitants à augmenter leurs rendements tout en rétablissant la santé des sols. L'adaptation au changement climatique n'est pas facultative. C'est la seule voie vers la stabilité économique et la sécurité alimentaire ».

Active en Côte d'Ivoire et au Ghana, Farmerline, une start-up de l'agritech créée en 2013, fournit quant à elle des intrants agricoles adaptés au changement climatique ainsi que des formations sur mesure répondant aux besoins des agriculteurs locaux. « Un rapport de 60 Decibels indique que les agriculteurs du Sud sont en première ligne de la crise climatique. Soixante-dix pour cent sont confrontés à une myriade de risques climatiques, qu'il s'agisse de l'absence ou de l'imprévisibilité des pluies, de la chaleur extrême, de la submersion des terres ou des inondations, ou encore de l'augmentation des parasites ou des maladies agricoles », explique Alloysius Attah, cofondateur de Farmerline.

Pour Samir Ibrahim, cofondateur de SunCulture, la résilience des agriculteurs africains au changement climatique doit passer par un meilleur accès à l'eau : « 96 % des terres cultivées en Afrique sont arrosées avec de l'eau de pluie et non irriguées. Une situation qui se dégrade et provoque de fortes baisses de rendements ». La start-up kenyane – également présente en Ouganda, Côte d'Ivoire, Éthiopie ou encore au Togo – propose des solutions qui utilisent la technologie solaire hors réseau. Cela permet notamment un accès fiable à l'eau, à l'irrigation, à l'éclairage et au chargement des téléphones portables. « Nous soutenons ainsi la résilience climatique des petits agriculteurs et leur assurons une meilleure sécurité alimentaire et une plus grande autonomie économique ».

Pour Elia Timotheo, fondateur et PDG d'East Africa Foods, « la technologie est un levier pour amplifier l'impact d'une entreprise sans compromettre son efficacité ni la qualité de son service ». En agrégeant en temps réel les commandes de plus de 9 000 détaillants, restaurants et institutions à travers l'Afrique de l'Est, cette start-up prédit la demande et l'aligne avec les récoltes pré-réservées seulement un jour à l'avance auprès d'un réseau de plus de 27 000 petits exploitants agricoles. « Chez East Africa Foods, nous ne nous contentons pas de transporter des aliments », appuie son dirigeant. « Nous construisons une chaîne d'approvisionnement plus intelligente et plus inclusive, qui relie des milliers de petits exploitants agricoles à des marchés fiables, tout en garantissant aux détaillants urbains un approvisionnement en produits frais ».



Samir Ibrahim
Cofondateur
de SunCulture

96 % des terres cultivées en Afrique sont arrosées avec de l'eau de pluie et non irriguées. Une situation qui se dégrade et provoque de fortes baisses de rendements.

L'impact du fonds ARAF sur le bien-être des exploitants agricoles

90 %
des exploitants soutenus ont déclaré une augmentation de leurs revenus

92 %
ont amélioré leur mode d'exploitation agricole

67 %
ont déclaré avoir pu accéder pour la première fois à des produits d'entreprises

89 %
ont augmenté leurs rendements

91 %
ont déclaré avoir amélioré leur qualité de vie

Source : Fonds ARAF (2025)

Entretien avec

Kavita Sinha, directrice de la Private Sector Facility du Fonds vert pour le climat

Financer l'ARAF pour soutenir l'adaptation climatique : le choix du Fonds vert pour le climat

Quelle est la stratégie globale du Fonds vert pour le climat (FVC)?

Elle s'inscrit dans notre vision « 50 by 30 », qui vise à gérer 50 milliards de dollars d'ici 2030, et à catalyser l'action climatique dans les pays en développement. Le programme Readiness permettra à ces pays de traduire leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN), les Plans nationaux d'adaptation (NAP) et leurs stratégies climatiques à long terme en investissements concrets. Le Fonds mobilisera le secteur privé pour débloquer les flux financiers

nécessaires à la lutte contre le changement climatique. Par ailleurs, il va améliorer l'accès au financement pour les populations les plus vulnérables, en répondant immédiatement aux besoins d'adaptation et de résilience, notamment grâce à l'élargissement des systèmes d'information sur le changement climatique et des systèmes d'alerte précoce.

Comment le FVC soutient-il les projets du fonds ARAF?

En 2018, le FVC a apporté un investissement majeur de 23 millions de dollars à ARAF I – le fonds porté par Acumen visant 50 millions de dollars – en « dérisquant » les investissements grâce à un capital de premier rang en perte. Premier fonds agricole au monde focalisé sur l'adaptation climatique, ARAF I a suscité un vif intérêt, clôturant avec un excédent de souscription de 8 millions de dollars, témoignant de l'appétence des investisseurs pour les thématiques d'adaptation au climat et d'investissement agricole, et prouvant l'efficacité de la réduction des risques autorisée par notre participation. Le FVC a également fourni 3 millions de dollars sous forme de subventions pour un dispositif d'assistance technique de 6 millions de dollars, destiné à renforcer la résilience climatique des bénéficiaires – en particulier en permettant d'orienter le choix de cultures en fonction des prévisions climatiques. À ce jour, ARAF I a eu un impact sur 11 millions de personnes, dont 2,2 millions sont des petits exploitants agricoles. Environ la moitié de ces bénéficiaires vivent sous le seuil de pauvreté.

KAVITA SINHA

Kavita Sinha est directrice de la Private Sector Facility au sein du Fonds vert pour le climat (FVC). Elle a précédemment travaillé pour la European Climate Foundation – où elle avait en charge la transition énergétique en Asie –, pour la Southeast Asia Energy Transition Partnership et au sein du programme d'impact climatique de l'USAID. Enfin, elle a participé à la mise en place de start-up spécialisées dans les énergies renouvelables et les services d'infrastructure. Kavita est titulaire d'un MBA de la Rutgers Business School, et de diplômes en génie chimique et en systèmes énergétiques dans des écoles d'ingénieurs en Inde.



Fort du succès d'ARAF I, le FVC va renforcer son partenariat avec Acumen en assurant un investissement en fonds propres de 30 millions de dollars pour le fonds successeur (pour une cible fixée à 120 millions de dollars). Nous contribuons également par le biais d'une subvention de 4 millions de dollars à un dispositif d'assistance technique (qui s'élève au total à 12 millions de dollars), destiné à soutenir les bénéficiaires et petits exploitants agricoles. Grâce à ce partenariat, le FVC accompagne l'expansion d'Acumen en Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Nord. L'objectif final est d'améliorer la vie de 20 millions de personnes.

Comment mesurez-vous les impacts des projets soutenus par le fonds ARAF?

Les rapports annuels de performance sont établis à partir des critères d'investissement du FVC, des informations financières, des garanties environnementales et sociales, et prennent aussi en compte, bien entendu, des considérations relatives aux peuples autochtones et au genre. Ces rapports montrent aussi quelles sont les difficultés rencontrées et les mesures d'atténuation mises en place. L'impact du fonds ARAF se mesure à trois niveaux : nombre de bénéficiaires directs et indirects par genre, bien-être des agriculteurs, et résilience climatique. Au niveau des résultats, le FVC évalue l'augmentation de l'utilisation des informations climatiques dans la prise de décision, mais aussi celle des capacités d'adaptation et de la réduction de l'exposition aux risques climatiques. Nous mesurons aussi l'amélioration de la sensibilisation aux menaces climatiques et aux processus de réduction des risques, la croissance des moyens de subsistance des populations les plus vulnérables, ainsi que de la résilience en matière de santé et de bien-être.

Le Fonds vert pour le climat accompagne l'expansion du fonds ARAF en Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Nord. L'objectif final est d'améliorer la vie de 20 millions de personnes.

REPÈRES

FONDS VERT POUR LE CLIMAT

Le Fonds vert pour le climat (FVC) est le plus grand fonds multilatéral dédié au climat dans le monde. Mécanisme financier de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et composante essentielle de l'Accord de Paris, la mission du FVC est d'accompagner les pays en développement dans la définition et la réalisation de leurs ambitions climatiques, en favorisant des trajectoires résilientes et bas-carbone face au changement climatique. En juin 2025, le FVC avait engagé plus de 16,7 milliards de dollars dans 297 projets, répartis dans 133 pays en développement.

Un article de

Fernando J. Díaz López, directeur exécutif du Centre S&O Climate & Earth, HEC Paris

Comment les innovations des pays émergents développent la résilience climatique

Un nouveau paradigme émerge dans le monde du développement : la transition vers la résilience climatique, qui requiert des solutions adaptées. Les institutions de financement du développement accompagnent cette évolution. Mais elles ne saisissent peut-être pas complètement toute l'étendue des opportunités commerciales qu'offrent les sujets de résilience climatique. Le potentiel considérable de l'implication des acteurs privés des pays émergents reste encore largement inexploité, et son pouvoir transformateur mal compris. Pourtant, malgré les défis économiques et réglementaires, ces pays avancent et innovent.

Londations, canicules, tempêtes, sécheresses, feux de forêt – l'actualité nous rappelle en permanence que le climat est en train de changer. Les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter, avec des conséquences socioéconomiques désastreuses. La société et l'économie doivent résolument et rapidement s'adapter.

De nombreuses solutions d'atténuation sont à portée de main.

Face à cette crise, un nouveau paradigme a émergé dans le secteur du développement : celui de la transition vers la résilience climatique. Ces dix dernières années, les agences d'aide au développement (AAD) et les institutions de financement du développement (IFD) ont donc été appelées à jouer un rôle clé dans la diffusion de solutions pour l'atténuation et l'adaptation climatiques.

Ces « solutions de résilience climatique » désignent les nouvelles technologies, nouveaux produits, services et modèles économiques permettant d'anticiper, d'absorber, d'adapter et de transformer les systèmes soumis aux impacts climatiques (risques, aléas, vulnérabilités). De façon surprenante pour certains, on les voit émerger en grand nombre en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est.

Soutenir les solutions de résilience climatique des pays émergents

Partout dans le monde, les IFD et les AAD mettent en place, à des échelles diverses, des projets liés à l'adaptation et aux risques climatiques – notamment en proposant financements (y compris mixtes) et mécanismes de garantie. Ces programmes appuient

la planification de l'adaptation, la réponse à apporter aux catastrophes, les solutions fondées sur la nature, la réduction des inégalités, le renforcement des capacités et du développement des infrastructures. Le PACT britannique, le programme AdaptAction de l'AFD ou encore, à la FMO, le Dutch Fund for Climate and Development en font partie.

La Banque interaméricaine de développement a ainsi lancé CLIMA, mécanisme financier indexé sur la performance : lorsque les objectifs et KPI sont remplis, il récompense les pays emprunteurs (avec remise de 5 %). Proparco a également lancé des initiatives similaires dans le cadre de prêts liés à la durabilité (*sustainability-linked loan*), ce qui a conduit un groupe d'IFD à structurer un prêt historique à EcoBank, assorti de deux engagements climatiques majeurs et de plusieurs critères de performance en matière de développement durable (voir page 66 l'entretien avec Rachael Antwi, Head of Sustainability du groupe Ecobank).

En dépit de leurs bénéfices multiples et concrets en matière de préparation aux évolutions climatiques, les programmes traditionnels de résilience climatique peuvent cependant souffrir d'un certain retard sur les mécanismes classiques de transfert de technologies. Ils sont en outre susceptibles de ne pas permettre d'identifier pleinement les opportunités de marché offertes par la résilience climatique.

Un déficit de financement inférieur à l'opportunité de marché

Comme cela était déjà évoqué dans un précédent article¹ de *Secteur Privé & Développement*, la résilience climatique recèle un réel potentiel de marché. Selon les estimations de la Climate Policy Initiative (CPI), 6 700 milliards de dollars de financements climatiques seront nécessaires chaque année sur la période 2024-2030, auxquels s'ajoutent 7 000 milliards de dollars annuels entre 2031 et 2050 (soit environ 14 000 milliards d'ici 2050). Cependant – et cela peut se comprendre –, une grande partie des financements disponibles sont consacrés à l'atténuation et à la décarbonation (principalement sur des projets d'énergie renouvelable). Toujours selon les estimations de la CPI, moins de 5 % des financements climatiques vont ainsi à l'adaptation et à la résilience. Le déficit de financement en matière d'adaptation

est par ailleurs estimé aux alentours de 320 à 400 milliards de dollars par an d'ici 2035 (soit en tout 3 200 à 4 000 milliards)² & ³.

Du fait de ce double déficit (financement climatique global et financement de l'adaptation), on peut parler d'un marché considérable pour les solutions de résilience face au climat. Des sociétés spécialisées évoquent ainsi des montants allant de 10 à 100 milliards de dollars d'ici 2030 (Fortune Insider, SNS Insider, par exemple). Une récente étude de la société d'investissement Tailwind affirme de son côté que le marché des solutions d'adaptation et de résilience climatique est de l'ordre de 1 400 milliards de dollars par an. Selon cette même source, en 2023, la demande mondiale de telles solutions a atteint 737 milliards de dollars de la part des États, 647 milliards de la part des consommateurs et 58 milliards de la part des entreprises (pays du Nord et du Sud confondus). Un pourcentage élevé de cette demande concernait l'agriculture, l'alimentation et les forêts (491 milliards), l'assainissement de l'eau (387 milliards), les infrastructures (213 milliards), et les villes et villages (160 milliards).

La Commission mondiale pour l'adaptation (GAC) prévoit qu'à l'échelle mondiale, des investissements de 1 800 milliards de dollars par an sur la décennie 2020-2030 pourraient engendrer des

FERNANDO J. DÍAZ LÓPEZ

Fernando Díaz López est l'un des auteurs principaux du septième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Groupe de travail III. Il est directeur exécutif du Centre S&O Climate & Earth d'HEC Paris, et professeur associé en *Sustainability Systems* au département de Génie industriel de l'université de Stellenbosch (Afrique du Sud). Titulaire d'un doctorat de l'université d'East Anglia (Royaume-Uni), il est un expert reconnu en innovation verte, en circularité et résilience climatique transformatrice, dans les entreprises et l'industrie.



¹ Chiara Trabacchi, « Le rôle clé des IFD dans la résilience face au changement climatique », dans *Secteur Privé & Développement*, n° 43, 2025.
² UNEP, *Rapport 2024 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation aux changements climatiques*, 2024, Programme des Nations unies pour l'environnement, Nairobi.
³ Paul Watkiss et Kit England, « Adaptation finance and the private sector: opportunities and challenges for developing countries. », 2025, pour la Zurich Climate Resilience Alliance, Londres, p. 72.

bénéfices totaux de 7 100 milliards nets (systèmes d'alerte précoce, infrastructures climato-résilientes, amélioration de l'agriculture en zones arides, protection des mangroves et résilience des ressources en eau). De son côté, le World Resources Institute (WRI) estimait récemment que chaque dollar investi dans l'adaptation climatique (agriculture, eau, santé et infrastructures) se traduit en 10 ans par 10,50 dollars de valeur ajoutée. En dollars, 133 milliards d'investissements pourraient donc générer 1 400 milliards de bénéfices⁴.

Toutes ces données démontrent qu'investir dans ces solutions est économiquement pertinent. Mais elles ne sont cependant pas toujours identifiables pour les investisseurs internationaux (du fait, par exemple, de l'insuffisance des données ou d'indicateurs). Le champ d'application de la résilience climatique pour l'action privée reste de ce fait en grande partie inexploré⁵ & ⁶, et son potentiel transformateur est mal compris.

Le potentiel transformateur des solutions des pays émergent

En avril 2024, des crues soudaines et dévastatrices ont touché la ville de Nairobi, au Kenya.

REPÈRES

CENTRE CLIMATE & EARTH D'HEC PARIS

Créé en 2021, le Centre Climate & Earth d'HEC Paris produit des outils et des connaissances pour aider les entreprises à répondre au changement climatique et aux impacts sur la biodiversité. L'accent est mis sur les stratégies de décarbonation, de circularité et de résilience climatique, pour transformer l'activité économique. En appui sur ses trois piliers – Penser, Enseigner, Agir – le Centre apporte son expertise aux décideurs, forme les futurs dirigeants et guide l'action collective des parties prenantes pour créer un modèle économique durable et relever les défis environnementaux d'aujourd'hui.

Selon la Croix-Rouge kényane, cet événement météorologique extrême a provoqué la mort de 290 personnes, affecté d'innombrables entreprises et ménages (plus de la moitié ont dû être déplacés), et des hectares de terres. Le bilan aurait toutefois pu être plus lourd si une série de mesures de résilience climatique n'avaient pas été mises en œuvre en temps voulu. Parmi ces solutions, des systèmes d'alerte précoce et d'envoi de SMS, des plateformes numériques de crowdsourcing et de cartographie de crise, des réseaux communautaires d'intervention locale (en particulier associés sur le terrain à l'action de la Croix-Rouge et du Secours islamique), et le recours préventif à des solutions fondées sur la nature (autour de la forêt de Mau et du massif d'Aberdare).

Le 29 octobre 2024, l'un des événements climatiques les plus dévastateurs qu'ait connue l'Europe s'est produit dans la région de Valence, en Espagne. Selon l'Institut valencien de recherche économique, les crues soudaines « DANA »⁷ ont causé la mort de 228 personnes, le déplacement de milliers d'autres, et la destruction de nombreux hectares de terres agricoles. Valence disposait d'un système d'alerte avancée, de SMS et des forces étaient présentes sur le terrain (protection civile et unités militaires d'urgence), mais elle n'a pas pu compter sur des plateformes de *crowdsourcing* comme il en existe dans certains pays émergents – où sont parfois utilisés par ailleurs en complément des satellites européens et des capteurs terrestres (par exemple dans le cadre du projet Horizon Europe « TWIGA » à Nairobi). À Valence, une partie du plan de rétablissement met désormais fortement l'accent sur la restauration des milieux naturels. Les innovations des pays émergents peuvent donc contribuer à faire la différence.

De plus en plus de solutions de résilience climatique conçues dans ces pays s'exportent avec succès vers les pays du Nord. **Ushahidi** en est un exemple remarquable. Créée en 2008, cette entreprise sociale était au départ une plateforme numérique en *open source* destinée à la surveillance des violences postélectorales au Kenya. Elle a évolué depuis vers une série de plateformes et services numériques interconnectés fournissant des données collaboratives sur la situation de crise

en temps réel, afin de générer des cartes de reconnaissance qui servent aux interventions d'urgence en cas d'événements climatiques extrêmes. Cette technologie a aussi été utile, entre autres, lors du tremblement de terre et du tsunami au Japon (2011), de la tempête de neige à Atlanta (2014) et pendant les inondations au Pakistan (2022). Basée aux États-Unis et au Kenya, **Ushahidi** est depuis longtemps partenaire du PNUD dans le cadre de nombreux projets internationaux, et bénéficie d'une reconnaissance internationale. La plateforme a reçu les financements de UK Aid, US Aid et Omidyar Network (États-Unis), entre autres organisations. Elle compte de nombreux clients publics et privés à travers le monde (pouvoirs publics, journaux, ONG). Son dernier projet, Gearbox!, financé par la Fondation Lemelson et soutenu par le MIT, est un écosystème d'innovation ouverte de 10 000 m² dédié à la conception et au prototypage rapide. Hors Afrique, d'autres exemples d'innovations de pays du Sud s'exportant à l'international incluent, en Inde, **Cropin** (IA pour l'agriculture régénératrice), en Arabie saoudite, **Sadeem Technology** (systèmes intelligents d'information sur les crues et la circulation) ou encore, au Mexique, **Gravalock** (systèmes de revêtements perméables pour les chaussées et les sols) : tous comptent des clients en Europe, aux États-Unis et au Canada.

Parmi les autres exemples, citons encore **Jokalante**, entreprise sociale sénégalaise proposant un système d'alerte précoce et de radio en langues régionales pour l'assistance aux pêcheurs et agriculteurs, ou **Rada360**, entreprise tanzanienne spécialisée dans les solutions d'agriculture de précision combinant capteurs d'irrigation, surveillance des cultures par satellite et analyse des sols. Reste à savoir si leurs écosystèmes locaux seront à même de leur offrir les conditions nécessaires pour se développer.

Beaucoup d'autres solutions de résilience climatique présentent un potentiel similaire d'application élargie. La base de données spécialisée NetZero Insights recense ainsi près de 5 200 startups actives dans le domaine de l'adaptation et de la résilience (risques climat, surveillance climatique, gestion des catastrophes environnementales, eau, solutions basées sur la nature, agriculture résiliente). Ces entreprises – dont environ 40 % se situent dans les pays émergents – ont mobilisé 29 milliards de dollars

de capital-risque (en pré-amorçage, amorçage, phase de démarrage et stade avancé).

Écosystèmes de résilience climatique dans les pays émergents : le chaînon manquant

Comme le montrent ces exemples, des solutions de résilience innovantes peuvent être adoptées selon les dynamiques de marché habituelles, indépendamment de leur pays d'origine. Toutefois, les solutions, initiatives et modèles économiques nouveaux ont davantage de chances d'apparaître dans un écosystème de l'innovation bien structuré et performant. Dans les écosystèmes plus fragiles ou moins matures, les gouvernements et pouvoirs publics doivent intervenir pour rectifier les défaillances du marché ou du système – en particulier lorsque les forces économiques et réglementaires ne favorisent pas les solutions innovantes (ce qui est plus fréquent dans les pays du Sud). Une approche écosystémique, visant à soutenir les pôles d'expérimentation sur la résilience climatique, pourrait ainsi constituer la clé de voûte d'une intégration plus massive des solutions pertinentes.

Divers programmes d'innovation climatique pour le développement existent ; ils permettent d'identifier les innovateurs des pays émergents, de renforcer les écosystèmes locaux, de lever les obstacles à un déploiement à l'échelle, et de promouvoir l'innovation systémique, l'expérimentation et les apprentissages⁸. Le PNUD pilote par exemple l'Adaptation Innovation Marketplace (AIM) et l'Accélérateur d'innovation climatique du Fonds d'adaptation (AFCIA). L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), quant à elle, met en œuvre un programme (financé par le FEM) qui intègre une communauté de pratiques sur l'incubation et l'accélération des micro-entreprises et PME.

Certaines institutions académiques soutiennent elles aussi activement la résilience climatique dans les pays du Sud. Le programme Challenge+ Afrique d'HEC Paris épaulé ainsi des innovateurs à Dakar et Abidjan – avec le soutien du ministère français des Affaires étrangères. Ce programme, axé sur la stratégie, la préparation à recevoir l'investissement, les modèles économiques et la planification d'entreprise, aide notamment des entreprises comme Jokalante, Limawa ou Soltima.

⁴ Carter Brandon et al., « Strengthening the investment case for climate adaptation: A triple dividend approach », document de travail, 2025, World Resources Institute, Washington.

⁵ Carmen Lacambra et al., « Private Markets for Climate Resilience - Global Report », 2020.

⁶ Lori Collins, « The Unavoidable Opportunity: Investing in the Growing Market for Climate Resilience Solutions », document de synthèse 2024 du Global Adaptation & Resilience Investment Working Group, New York, p. 25.

⁷ Soit *depresion aislada en niveles alto* en espagnol ; aussi désigné en français sous l'appellation de « gouttes froides ».

⁸ International Development Innovation Alliance (IDIA), « Strengthening Innovation Ecosystems », 2021, IDIA et Ecosystem Strengthening Working Group, Washington DC, p. 59.

Secteur Privé & Développement

LA REVUE

Secteur Privé & Développement (SP&D) est la revue de Proparco destinée à confronter les opinions d'experts sur des problématiques liées au rôle du secteur privé dans le développement des pays émergents.

La revue sollicite l'expertise d'acteurs du développement dans ces géographies, et plus particulièrement des décideurs du secteur privé, des bailleurs de fonds, d'organisations internationales, d'ONG ainsi que des universitaires et des experts d'instituts de recherche sur le développement.

À chaque numéro, la revue SP&D se focalise sur une thématique qui est abordée à travers de nombreux articles et reportages. Depuis sa création en 2009, *Secteur Privé & Développement* s'est ainsi imposée comme une publication de référence sur le rôle du secteur privé.

LA REVUE EN LIGNE

La revue en ligne de *Secteur Privé & Développement* réunit les contributions qui paraissent dans la revue ainsi que les interviews vidéo d'acteurs du développement réalisées au sein de Proparco par l'équipe chargée de la coordination éditoriale de la revue.

proparco.fr/fr/revue-secteur-privé-developpement



SP&D #43
ACTEURS STRATÉGIQUES
DANS UN MONDE EN MUTATION

Les institutions de financement du développement européennes font face à un contexte géostratégique incertain qui interroge leurs priorités, leur activité et leur fonctionnement. Cette édition met en lumière les leviers d'action de ces acteurs stratégiques qui investissent plus de 12 milliards d'euros par an dans le secteur privé des pays émergents.



SP&D #42
ACCÈS À L'EAU ET
À L'ASSAINISSEMENT,
LE SECTEUR PRIVÉ À LA SOURCE

Un enjeu majeur alors que plus de 2,2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à une eau potable de qualité à domicile, et qu'elles sont 3,5 milliards à ne pas disposer d'un assainissement adapté.



SP&D #41
AGIR EN CONTEXTES FRAGILES :
FINANCEMENTS, PARTENARIATS,
INNOVATIONS

En 2030, si aucune action n'est entreprise, les contextes fragiles vont concentrer 80 % de la pauvreté. Face à ces enjeux, le rôle que joue le secteur privé est de plus en plus reconnu.



SP&D #40
VILLES DURABLES : COMMENT LES
ACTEURS PRIVÉS SE MOBILISENT

D'ici 2050, près de 70 % de la population des pays en voie de développement sera urbaine. Ce numéro, paru en décembre 2023, montre, à travers de nombreux exemples, comment les projets urbains durables sont conçus et mis en œuvre.



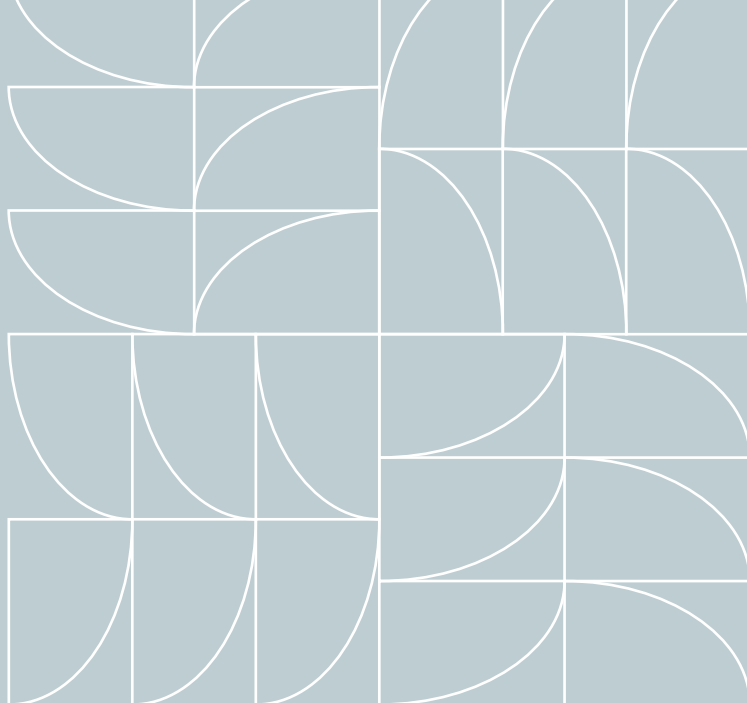
SP&D #39
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE :
L'APPORT DU SECTEUR PRIVÉ

À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation du 16 octobre 2023, la 39e édition de la revue était consacrée à la sécurité alimentaire. Ce numéro propose une réflexion collective sur le sujet et souligne la nécessité de renforcer l'implication du secteur privé pour garantir la sécurité alimentaire dans le monde.



SP&D #38
ADAPTATION AU CHANGEMENT
CLIMATIQUE, LE SECTEUR PRIVÉ
PASSE À L'ÉCHELLE

À l'occasion de la COP 27 de novembre 2022, le 38e numéro de *Secteur Privé & Développement* était dédié à l'adaptation au changement climatique. Il présente les leviers d'action des institutions financières de développement et du secteur privé face aux enjeux de la crise climatique.



Secteur Privé & Développement

Secteur Privé & Développement (SP&D) est une revue destinée à analyser les mécanismes par lesquels le secteur privé peut contribuer au développement des pays émergents. SP&D confronte, à chaque numéro, les idées d'auteurs issus d'horizons variés, provenant du secteur privé, du monde de la recherche, d'institutions de développement et de la société civile.

proparco.fr/fr/revue-secteur-prive-developpement

